



18.043

Strafraahmenharmonisierung und Anpassung des Nebenstrafrechts an das neue Sanktionenrecht

Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.06.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.21 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.21 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.09.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.11.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.12.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 13.12.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 07.06.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.06.22 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 07.03.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.06.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.06.23 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.06.23 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

3. Bundesgesetz über eine Revision des Sexualstrafrechts 3. Loi fédérale portant révision du droit pénal en matière sexuelle

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Wir beraten die Differenzen in zwei Blöcken. Eine entsprechende Übersicht wurde Ihnen ausgeteilt.

Block 1 – Bloc 1

Bellaiche Judith (GL, ZH): Die sogenannte Zustimmungsvermutung geht davon aus, dass jeder Mensch, vornehmlich jede Frau, grundsätzlich jederzeit zu einer Sexualhandlung gewillt ist. Genau auf dieser Zustimmungsvermutung basiert die Widerspruchslösung. Ist diese eine Frau genau zu diesem Augenblick doch nicht zu Sex gewillt, ist es an ihr, dies kundzutun. Sie soll also nicht ihren Willen äussern dürfen, sondern ihren Nichtwillen äussern müssen. Weil diese Zustimmungsvermutung – la présomption de consentement – nichts mit der Realität und nichts mit unserer Gesellschaft zu tun hat, halte ich mit meinem Minderheitsantrag an der Zustimmungslösung fest.

Diese Prinzipienumkehr, die Beseitigung der Zustimmungsvermutung, war seit Beginn im Zentrum unserer Überlegungen. Diese Prinzipienumkehr sollte die Basis für ein modernes Strafrecht sein. Sex soll auf Konsens





beruhen, und ein Konsens ist nicht dasselbe wie ein fehlender Dissens. Was in allen Lebensbereichen eine Selbstverständlichkeit ist, sollte auch für unsere sexuelle Freiheit gelten.

Leider hat sich ein wesentlicher Teil der Debatte um das Sexualstrafrecht um das sogenannte Freezing, den Schockzustand, gedreht. Entsprechend dreht sich auch der geänderte Vorschlag aus dem Ständerat ausschliesslich um das Freezing. Wir begrüssen die Geste aus dem Ständerat, uns entgegenzukommen, ausdrücklich, aber mit der Berücksichtigung des Freezings im Tatbestand der Vergewaltigung hat sich am Prinzip der Zustimmungsvermutung nichts geändert. Es ist sogar zu befürchten, dass der neue Vorschlag des Ständerates die Widerspruchslösung abermals einengt respektive Verunsicherung schafft. In den Beratungen war nämlich stets die Rede davon, dass der Widerspruch verbal oder nonverbal, ausdrücklich oder konkludent erfolgen könne. Mit der spezifischen Formulierung, der Tatbestand sei mit einer Handlung gegen den Willen des Opfers oder durch Ausnutzung eines Schockzustandes erfüllt, entsteht der Eindruck, der Gesetzgeber habe eine Entweder-oder-Lösung gesucht und andere nonverbale Ablehnungen als den Schockzustand ausser Betracht lassen wollen. Dies wäre eine Verschlechterung gegenüber der nackten Widerspruchslösung. Deshalb habe ich meinen Minderheitsantrag eingereicht, der mit dem Begriff "namentlich" klarstellt, dass der Schockzustand eine Variante und nicht etwa eine Alternative zum Widerspruch darstellt. Ich will aufmerksam zuhören, ob die Berichterstatterinnen, die Bundesrätin und die Fraktionssprecher und -sprecherinnen diese Bedenken eindeutig aus dem Weg räumen, bevor ich über einen allfälligen Rückzug meines Antrages entscheide.

Ich komme noch zu meinem Minderheitsantrag betreffend Ziffer 1 Artikel 190 Absatz 2 bzw. das Mindeststrafmass für eine schwere Vergewaltigung. Hier geht es um die tiefsten Abgründe menschlicher Verachtung: Vergewaltigung unter Anwendung von Drohung, von Gewalt oder durch Zum-Widerstand-unfähig-Machen. Solche Gewaltverbrechen verdienen keine bedingten Strafen. "Dieses unbegreifliche Verständnis für Vergewaltiger" – so lautete der Titel eines Medienbeitrages in der jüngsten Ausgabe der "Sonntags-Zeitung". Es ging um einen Täter, der eine bedingte Strafe erhalten hat, weil die Vergewaltigung nicht so lange gedauert habe. Ja, wie lange muss denn eine Vergewaltigung dauern, damit ein Täter wirklich ins Gefängnis muss? Eine Stunde, zwei Stunden, noch länger? Der genannte Fall wurde noch nicht einmal als eine schwere Vergewaltigung angeschaut. Dies ist wirklich unbegreiflich.

Ich beantrage Ihnen, dass schwere Fälle nicht mehr bedingt bestraft werden können.

Mahaim Raphaël (G, VD): Que de chemin parcouru... Que de chemin parcouru... On revient de loin, alors qu'en 2018 le Conseil fédéral, rappelons-le, estimait qu'il n'y avait aucun "Handlungsbedarf", qu'il n'était pas nécessaire de réviser le droit pénal en matière sexuelle, alors même que les différentes définitions des infractions de ce même droit étaient toutes, ou presque, directement inspirées du Moyen Age, et c'est à peine exagéré de le dire ainsi. Ces définitions supposaient la violence pour que l'on puisse parler d'un viol, refusaient de considérer qu'un viol puisse être admis s'il avait été commis sur un homme et contenaient tant d'autres incongruités ou propos choquants. Elles demeuraient dans le droit pénal en matière sexuelle et nous avons pu, avec cette révision, enfin les mettre de côté et réformer le droit pénal en matière sexuelle. Nous sommes donc sortis du Moyen Age et nous entrons enfin dans l'ère moderne de la pleine reconnaissance de l'autodétermination sexuelle. C'est, peut-être, le mot-clé à retenir de toute cette révision.

J'en viens maintenant aux minorités I (Mahaim), à l'article 191, et II (Mahaim) concernant le bloc 1. Nous sommes dans la situation où le Conseil des Etats a retenu la variante du "non, c'est non", qui exprime le consentement sous une

AB 2023 N 986 / BO 2023 N 986

forme négative. Les Verts continuent à penser que la variante du "oui, c'est oui" lui aurait été préférable, ayant le mérite de la clarté et de faire comprendre à toute la société – et, bien sûr, aux auteurs et aux victimes – que seule l'expression d'un consentement de façon active, faisable par acte concluant, permet de valider ou de rendre un acte sexuel légitime.

A l'inverse, on ne peut pas se contenter de s'assurer que la victime n'a pas exprimé son refus; c'est la nuance qui existe entre les deux variantes. Mais il faut reconnaître, à ce stade des discussions, chères et chers collègues, que l'on s'en tient maintenant à de toutes petites nuances sémantiques, car, au fond, je crois que l'objectif est partagé par toutes et tous: il s'agit de s'assurer que le consentement soit réellement le maître mot en droit pénal sexuel.

Alors, la dernière mouture du travail du Conseil des Etats demeure, avec la variante du "non c'est non", à laquelle s'ajoute l'état de sidération avec la formulation "ou profite à cette fin d'un état de sidération d'une personne". Nous considérons que c'est un pas supplémentaire bienvenu pour illustrer en quoi le consentement doit être garanti. Mais ce pas supplémentaire n'est pas suffisant. En tous les cas, il mérite quelques clarifica-



tions. C'était la raison de ma proposition de minorité. La proposition est la suivante: l'état de sidération ne peut pas être le seul cas de figure dans lequel le consentement fait défaut, il y en a mille autres.

Nous proposons, par la proposition de minorité II (Mahaim), de citer, à titre illustratif, d'autres configurations dans lesquelles le consentement fait défaut. Ces cas de figure seraient – je les cite pour les travaux parlementaires – la tromperie sur la nature de l'acte, le fait de profiter de la vulnérabilité de la victime, bien sûr l'état de sidération, les cas d'intoxication, le fait de profiter de l'état de sommeil de la victime ou, encore, d'un état de maladie de la victime.

Cela semble admis au sein de la commission: il se trouve que tous ces cas de figure – il y en aura d'autres encore, que la pratique déterminera – doivent être couverts par cette infraction.

Cela étant dit, lors des travaux en commission, le Conseil fédéral a assuré que l'état de sidération n'était qu'un exemple, qu'une illustration parmi d'autres. Au bénéfice de ces explications, nous sommes évidemment rassurés. Nous allons donc retirer cette proposition de minorité. Nous nous réjouissons d'entendre le Conseil fédéral sur ces questions. Il est crucial – j'insiste encore une fois sur ce point –, il est crucial qu'il soit clairement exposé ici, à l'intention des juges et de la pratique judiciaire à l'avenir, que l'état de sidération n'est qu'un exemple et qu'il existe toute une série d'autres configurations, d'autres situations de fait, qui pourront tomber sous le coup de la définition du viol commis contre la volonté d'une personne: la variante du "non, c'est non" englobe donc également ces autres configurations.

En conclusion, chères et chers collègues, le groupe des Verts a la conviction que nous avons franchi un pas historique, que nous sommes sortis du Moyen Âge dans le droit pénal sexuel et que c'était – j'ai envie de le dire – le dernier moment pour le faire. Bien entendu, nous resterons très attentifs à la mise en œuvre de cette disposition. La pratique judiciaire devra affiner sa compréhension. Il est évident que tout ceci méritera d'être suivi attentivement ces prochaines années.

Funciello Tamara (S, BE): Seit vielen Jahren kämpft die feministische Bewegung für das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung. Dank Aktivistinnen und Aktivisten, Anwältinnen und Anwälten, Betroffenen, Doktorandinnen und Doktoranden, NGO, Politikerinnen und Politikern aus allen Parteien, Künstlerinnen und Künstlern, Bundesrätinnen und Bundesräten, Feministinnen und Feministen, Töchtern und persönlichen Mitarbeitenden werden wir diesem Ziel heute einen Schritt näher kommen.

Wir sind gestartet, als eine materielle Revision des Sexualstrafrechts noch nicht mal geplant war. Heute können wir drei grosse historische Errungenschaften verbuchen:

Erstens wird der Vergewaltigungstatbestand endlich auf alle Geschlechter ausgeweitet.

Zweitens führen wir Täterarbeit für Täter von Sexualdelikten ein. Dabei ist es der explizite Wille Ihrer Kommission, dass diese Massnahme zur Regel wird und nicht die Ausnahme bleibt, denn die Studien zeigen klar: Wer zu Täterarbeit verurteilt wird, wird um ein Vielfaches weniger oft rückfällig als Personen, die nicht zu Täterarbeit verurteilt werden. Hier setzen wir an, um die Gesellschaft wirklich zu verändern und präventive Arbeit zu leisten. Ohne diesen Aspekt hätte diese Reform nicht die gleiche Tragweite, sie wäre nicht der gleiche Erfolg. Selbst wenn es hier in diesem Rat keine Minderheit gegeben hat, bitte ich den Ständerat, dies als Teil des Kompromisses zu sehen und Wort zu halten.

Die dritte Errungenschaft, und das ist der Kern dieser Revision, ist das Verschwinden der Nötigungskomponente aus dem Vergewaltigungstatbestand. Das Übertreten oder Ignorieren einer impliziten oder expliziten verbalen oder nonverbalen Ablehnung wird in Zukunft reichen, um den Vergewaltigungstatbestand zu erfüllen. Somit ist nicht mehr die Gegenwehr einer betroffenen Person ausschlaggebend, sondern deren Wille. Dabei ist klar, dass gegen den Willen einer Person auch jemand handelt, der überraschend handelt oder eine Person über die Art der Handlung täuscht oder die Verletzlichkeit der Person aufgrund von Schockstarre, Angst, Trunkenheit, Rausch, Schlaf, Krankheit und ähnlichen Ursachen ausnutzt.

Die SP hat sich nicht nur für eine "Nur Ja heisst Ja"-Lösung ausgesprochen, wir haben an vorderster Front dafür gekämpft. Wir sind überzeugt, dass der Körper von Menschen kein Selbstbedienungsladen ist – es sollte selbstverständlich sein, dass man fragt, bevor man ihn berührt. Dieser Grundsatz gehört ins Gesetz. Deswegen werden wir der Minderheit I (Bellaiche) einmal mehr zustimmen. Doch wir wissen auch, dass wir dieses Mal keine Mehrheit haben werden. Wir anerkennen den wichtigen und grossen Fortschritt, der hier gemacht wurde; wir haben ihn mitgeprägt und werden ihn mittragen, immer mit dem Ziel, bei der nächsten Revision das Konsensprinzip zu verankern.

Im Übrigen bitte ich Sie, die weitere Minderheit Bellaiche betreffend das Strafmass abzulehnen. Es würde diesem Prozess nicht gerecht werden, einen so markanten Unterschied zwischen dem Strafmass des Grundtatbestands der Vergewaltigung und dem qualifizierten Tatbestand aufrechtzuerhalten. Das würde den Eindruck einer "echten" Vergewaltigung nach Artikel 190 Absatz 2 und einer "unechten" Vergewaltigung nach Absatz 1,



wo keine Gewalt angewendet wurde, erwecken. Doch Sinn und Zweck dieser ganzen Übung war es ja eben, zu definieren, dass beide Fälle angemessen bestraft werden sollten.

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und auch für die gute Zusammenarbeit in diesem sehr wichtigen Dossier.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzte Kollegin, Sie tun ja immer so, als ob nur die "Ja heisst Ja"-Variante eine Verbesserung für die Opfer wäre. Wissen Sie, dass dann aber nach wie vor Aussage gegen Aussage stünde und dass es daher keine einzige Verurteilung mehr geben würde als mit der heutigen Praxis?

Funiciello Tamara (S, BE): Frau Geissbühler, ich glaube, wir haben das vermehrt gesagt: Unser Ziel sind nicht in erster Linie mehr Verurteilungen. Unser erstes Ziel ist, dass wir diese Lücke im Gesetz schliessen und dass in diesem Gesetz das drinsteht, was wir wollen, nämlich dass der Körper von Menschen, spezifisch von Frauen, geschützt wird. Heute ist es so, dass man sich mit Gewalt gegen die Person, die einen vergewaltigt, wehren muss, weil sonst keine Vergewaltigung vorliegt. Diesen Umstand wollten wir endlich überwinden, und das haben wir gemacht – sowohl mit dem Kompromiss, der eben sehr gut ist, wie auch mit der "Nur Ja heisst Ja"-Lösung.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Im Rahmen des Sexualstrafrechts bleiben noch wenige, aber wesentliche Differenzen bestehen, die es zu klären gilt. Vorab gilt es aber, vor allem eines festzuhalten: Die Vorlage bringt massgebende Verbesserungen.

Zum einen – und das ist das wichtigste Element – wird der Vergewaltigungstatbestand zukünftig vom Nötigungselement

AB 2023 N 987 / BO 2023 N 987

befreit. Das ist sicherlich ein Quantensprung. Ja, Frau Funiciello, das kann man vielleicht sogar als historisch bezeichnen.

Gleichzeitig hat man zum andern im Rahmen der Beratungen nach einer Lösung gesucht, wie man – neben der Lösung der Zustimmung oder des Widerspruchs – eine Verbesserung beifügen könnte, indem man die Täterarbeit integriert. Auch das ist Ihrer Kommission gelungen.

Da bleibt dann schlussendlich nur noch die zentrale Frage nach der Zustimmungs- oder der Widerspruchslösung respektive nach den Lösungen "Ja ist Ja" und "Nein ist Nein" offen. Die Mitte-Fraktion war bereits bei der ersten Beratung mehrheitlich für die Variante "Nein ist Nein". Die Gründe gegen die "Nur Ja ist Ja"-Variante waren klar: die rechtliche Unschärfe, die praktischen Probleme bei der Umsetzung und die falschen Erwartungen, die damit geweckt werden. Die Mitte-Fraktion hat das aber bereits bei der ersten Beratung deutlich gesagt: Es ist kein Freipass, denn sexuelle Handlungen dürfen nicht gegen den Willen einer Person ausgeführt werden. Genau diese Regelung ist auch in der "Nein ist Nein"-Variante enthalten. Was auch enthalten ist, ist die Frage des sogenannten Freezings, der Schockstarre. Es ist ein neuer Begriff, und dieser wird sicherlich noch interpretiert werden müssen. Eines ist aber klar: Eine Schockstarre ist in jedem Fall als Nein zu interpretieren, denn sie ist die körperliche Reaktion auf eine klare Willensäusserung, dass man einen Vorgang nicht will. Es ist klar in diesem Gesetz, dass auch ein konkludentes Nein ein Nein ist. Diesen Aspekt gilt es zu berücksichtigen. Dieser Aspekt unterstreicht, dass eben keine sexuellen Handlungen gegen den Willen einer Person durchgeführt werden dürfen. Aus diesem Grunde bitten wir Sie, der "Nein ist Nein"-Variante zuzustimmen.

Beim Antrag der Minderheit Bellaiche zur Erhöhung des Strafmasses bei schweren Fällen von Vergewaltigung ist die Mitte-Fraktion klar der Meinung, dass man dieser Minderheit zu folgen hat. Wer eine schwere Vergewaltigung begeht, soll auch dementsprechend verurteilt und bestraft werden. Es ist nicht richtig, wenn wir hier in diesem Saal Täterschutz betreiben. Wer für eine derart gravierende Tat verurteilt wird, darf nicht mit einer milden Strafe davonkommen.

"Nein ist Nein", das Wegfallen des Nötigungselements, die Integration der Täterarbeit und harte Strafen für die verurteilten Täter sind eine gute Lösung. Damit haben wir unsere Aufgaben in diesem Saal gemacht und das Sexualstrafrecht wesentlich und nachhaltig verbessert.

Steinemann Barbara (V, ZH): Wir sind in der Differenzbereinigung zur Strafraahmenharmonisierung. An deren Anfang standen die Revision der Sexualstraftatbestände und härtere Sanktionen. Den Anstoss zu dieser ganzen Harmonisierung gab die Tatsache, dass Richter im unteren Drittel des Strafraumens verbleiben, also zu mild urteilen. Wortwörtlich stand in der Botschaft des Bundesrates 2018: "Im Vordergrund stehen dabei Gewalt- und Sexualdelikte, die oftmals an Frauen und Kindern begangen werden. Solche Delikte sollen künftig härter bestraft werden."



Artikel 190 StGB erfasst die schwerste Form des sexuellen Missbrauchs. Noch offen ist hier die Frage, ob eine qualifizierte Vergewaltigung zwingend einen Gefängnisaufenthalt nach sich ziehen soll. Für die SVP-Fraktion lautet die Antwort ganz klar: Ja. Eine solche Selbstverständlichkeit sollte hier eigentlich keine Differenz nach sich ziehen. Das tut sie aber leider trotzdem. Damit will die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen erreichen, dass gegen Täter einer qualifizierten Vergewaltigung, also einer Vergewaltigung im Zusammenhang mit Gewalt und Nötigung, auch weiterhin die bedingte Freiheitsstrafe möglich ist, also eine Strafe, bei der der Täter keinen einzigen Tag ins Gefängnis muss. Das ist doch keine schuldangemessene Sanktion! Eine Strafe muss so einschneidend sein, dass sie von der Gesellschaft und insbesondere von den Opfern als gerecht empfunden wird.

Beispiele, warum wir dem Minderheitsantrag Bellaiche folgen sollten, gibt es viele. Kürzlich beklagte eine Freiburger Sängerin via "Blick" das tiefe Strafmass. Sie wurde über mehrere Stunden vergewaltigt, wobei ihr der Täter auch nicht sexuelle Verletzungen zufügte. Trotzdem kam er mit einer bedingten Strafe von 24 Monaten davon. So wie der Freiburgerin ergeht es leider vielen Opfern. Von den 77 verurteilten Vergewaltigern aus dem Jahr 2021 erhielten 31 Prozent eine bedingte Freiheitsstrafe, 46 Prozent eine unbedingte Freiheitsstrafe und 22 Prozent eine teilbedingte Freiheitsstrafe – letztere wandern einmal kurz hinter Gitter, mehr nicht.

In jedem dritten Vergewaltigungsfall geht also ein Täter trotz gerichtlicher Verurteilung faktisch straffrei aus. Das stellt eine stossende Verharmlosung eines Verbrechens dar. Der Antrag der Minderheit Bellaiche mit einem Mindeststrafmass von zwei Jahren würde bedingte Strafen für dieses abscheuliche Verbrechen an Frauen verhindern.

Die zweite Differenz betrifft den überhöhten und medial üppig befeuerten Paradigmenwechsel von der heute statuierten Widerspruchslösung zum "Nur Ja heisst Ja". In der Kommission für Rechtsfragen war man sich nach Anhörungen und langer Diskussion einig, dass ein Wechsel keinen Einfluss auf diese Frage hat. Bekanntlich hat sich die SVP-Fraktion stets dagegen gewehrt, denn Symbolik hat im Strafgesetzbuch nichts verloren. Man weckt mit Symbolik und Signalen wie mit diesem Paradigmenwechsel einfach falsche Erwartungen bei den Opfern. Wir haben unsere Meinung nicht geändert und nehmen mit Genugtuung zur Kenntnis, dass die Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen von diesem Paradigmenwechsel abgerückt ist.

Markwalder Christa (RL, BE): Wir befinden uns nun in der zweiten Differenzbereinigung des Sexualstrafrechts. Aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion hat die Kommission für Rechtsfragen Ihres Rates eine solide und fundierte Vorarbeit geleistet. Wir unterstützen ihre Mehrheitsentscheide im ersten Block. Wir sind nach wie vor der Überzeugung, dass das Sexualstrafrecht einer Anpassung an unsere heutigen gesellschaftlichen Verhältnisse und an die Lebensrealitäten insbesondere auch der jüngeren Generation bedarf, die von dieser Revision potenziell am meisten und stärksten betroffen ist.

Der Ständerat ist dem Nationalrat bei der Frage "Nur Ja heisst Ja" oder "Nein heisst Nein" bei sexuellen Handlungen insofern entgegengekommen, als er dem Phänomen des sogenannten Freezings explizit mit einem Zusatz, dem Schockzustand bei der sexuellen Nötigung und der Vergewaltigung, Rechnung getragen hat. Seitens der Lehre wurde der politische Kompromiss mit dieser Ergänzung wegen möglicher Rechtsunsicherheiten kritisiert. Doch aus Sicht unserer Fraktion ist klar, dass es das Phänomen des Freezings in der Lebensrealität gibt und dass das Gericht dann im Einzelfall entscheiden muss, aufgrund von welchem objektiven Tatbestand eine Verurteilung stattfindet und welcher Strafraum angewendet wird.

Weiter bitten wir Sie, der Mehrheit der Kommission zu folgen und das systemfremde Strafmass von mindestens zwei Jahren, wie es die Minderheit Bellaiche bei Sexualstraftaten mit Nötigung will, abzulehnen. Das Projekt der Strafraumharmonisierung haben wir ja gerade mit dem Ziel lanciert, veraltete strafrechtliche Sanktionen an unsere heutigen Lebensrealitäten anzupassen. Ein Mindeststrafmass von mehr als zwei Jahren bei einer Vergewaltigung mit Nötigung könnte nämlich kontraproduktive Auswirkungen auf die Gerichtspraxis haben – auf Neudeutsch würde man "unintended consequences" sagen –, denn im Einzelfall würden Gerichte möglicherweise ihre Praxis bei der Beweiswürdigung anpassen. So könnte beispielsweise das Bundesgericht seine Rechtsprechung, wonach das Einsetzen des Körpergewichts eines Täters als Nötigungsmittel genügen kann, ändern. Das Risiko wäre dann da, dass es mehr Verurteilungen nach Ziffer 1 Artikel 190 Absatz 1 – also Vergewaltigung ohne Nötigung – geben würde, was nicht im Sinne des Gesetzgebers wäre. Deshalb bitte ich Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen und von neuen Mindeststrafen abzusehen, die eigentlich das ganze Gesetzgebungsprojekt der Strafraumharmonisierung torpedieren.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, bei Block 1 den Mehrheiten zu folgen.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzte Kollegin, mit den geltenden Mindeststrafen erhält ein Drittel der wegen Vergewaltigung Verurteilten nur eine bedingte Strafe. Warum



AB 2023 N 988 / BO 2023 N 988

wollen Sie, dass Vergewaltiger nach wie vor mit bedingten Strafen faktisch straffrei davonkommen?

Markwalder Christa (RL, BE): Bedingte Strafen sind überhaupt nicht straffrei, Frau Geissbühler – dies gilt es einmal zu unterstreichen. Zudem habe ich Vertrauen in unseren Rechtsstaat und in unsere Gerichte, die jeden Einzelfall beurteilen müssen und dann entsprechend ein Strafmass ausfällen.

Arslan Sibel (G, BS): Wir sind beim Sexualstrafrecht relativ weit vorangekommen, bei einem Gesetz also, das uns in den letzten Monaten und Jahren intensiv beschäftigt hat, gerade weil auch Frauen keinen Missstand mehr dulden wollen. Ich freue mich auch, dass der Ständerat – anfangs wurde kritisiert, dass das Sexualstrafrecht, historisch betrachtet, von Männern geschaffen und Vergewaltigung nur für Frauen geltend gemacht wurde – hier verschiedene Veränderungen und Verbesserungen vorgenommen hat. Der Ständerat hat in der Tat Hand geboten. Es gibt Verbesserungen wie jene, dass bei den Vergewaltigungstatbeständen keine Nötigung mehr vorliegen muss. Es gibt aber auch die Verbesserung, dass nicht nur Frauen, sondern auch Männer, nonbinäre Menschen oder Transmenschen eingeschlossen sind, dass also alle eingeschlossen sind. Wichtig ist auch, dass wir in der Detailberatung darüber diskutiert haben, ob wir uns für eine Zustimmungslösung – "Nur Ja heisst Ja" – oder für eine "Nein heisst Nein"-Lösung entscheiden werden.

Die Grünen haben von Anfang an gesagt, dass wir von einer Zustimmungslösung sprechen sollten. Sex soll auf Konsens beruhen. Das heisst: Eine Zustimmung sollte vorliegen. Nun merken wir, dass sich der Ständerat in diesem Zusammenhang nicht bewegen möchte, weil immer wieder behauptet wird, es wäre schwierig, Beweise vorzulegen. Wir Grünen werden trotzdem daran festhalten, dass eine Zustimmungslösung angesichts der gesellschaftlichen Entwicklung der richtige Weg wäre. Aber es hat Verbesserungen, auch zum Freezing, und ein Entgegenkommen des Ständerates gegeben. Wir sehen, dass durch Veränderungen seitens des Ständerates, die dort auch die Grünen mitbestimmt haben – ich möchte mich dabei namentlich bei Lisa Mazzone bedanken –, Verbesserungen vorgenommen worden sind, weshalb wir mit dem gefundenen Konsens leben können.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, den Antrag der Minderheit Bellaiche zu unterstützen, damit wir aus dem Nationalrat weiterhin dieses Signal senden können. Auf eine Erhöhung des Mindeststrafmasses gemäss Minderheitsantrag Bellaiche möchten wir aber verzichten, weil die Gerichte hier Einzelfälle berücksichtigen sollten. Der Minderheitsantrag bezüglich des Wortes "namentlich" wurde zurückgezogen, auch von unserem Kollegen Mahaim. Er sagte, glaube ich, im Vorfeld auch, dass der Schockzustand mit den wichtigen Ergänzungen hier aufgenommen worden sei und die Gerichte nun genau das, was uns auch die Frau Bundesrätin jetzt noch erklären wird, in der Anwendung berücksichtigen sollten. Deshalb werden wir an diesem Antrag nicht mehr festhalten.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzte Kollegin, ich habe eine Frage zur heutigen Gerichtspraxis: Ein Täter bekam wegen Vergewaltigung und Missbrauch von zehn minderjährigen Opfern nur eine bedingte Strafe. Warum wollen Sie solche Bewährungsstrafen im Gesetz belassen und damit die Täter schützen?

Arslan Sibel (G, BS): Vielen Dank für die Frage, die gerade vorhin von Frau Markwalder beantwortet wurde.

Baume-Schneider Elisabeth, conseillère fédérale: Il vous appartient aujourd'hui de trancher sur un point essentiel, central: la question du modèle dans le cadre de la révision du code pénal en matière sexuelle. Je me permets de remercier très sincèrement les membres de la commission, qui ont mené les travaux avec une rigueur et une exactitude qui est extrêmement précieuse et qui répond aux enjeux de société par rapport à une modification du droit pénal.

Je remercie également l'ensemble de la société de suivre avec attention l'entrée en vigueur et la mise en oeuvre de cette nouvelle décision qui sera prise lors de la présente session, car les victimes, que ce soient des hommes ou des femmes, ont besoin que, tout au long du processus, une attention soit accordée à leur situation.

Lors de la session d'hiver 2022, vous vous êtes prononcés en faveur de la solution du consentement, tandis que le Conseil des Etats et le Conseil fédéral sont, eux, favorables à la solution du refus. J'aimerais préciser l'élément suivant:

Für den Bundesrat ist die Ablehnungslösung ein "Meilenstein" – comme on le dit si volontiers –, weil es sich um einen breit abgestützten Kompromiss handelt. Es ist auch ein Meilenstein, weil wir eine Lösung gefunden haben, die für die Gerichte gut anwendbar ist. Was am wichtigsten ist: Es ist ein Meilenstein, weil wir vor allem



eine klare Linie hinsichtlich sexueller Begriffe ziehen, damit der Schutz von Opfern deutlich verbessert wird. Lors de la session de printemps de cette année, le Conseil des Etats a donc adopté à l'unanimité une version adaptée de la solution du refus. La majorité de votre commission partage cette adaptation. Elle consiste donc à compléter l'élément constitutif "contre la volonté d'une personne" mentionné aux articles 189 alinéa 1 et 190 alinéa 1 par un autre élément constitutif qui couvre les situations dans lesquelles l'auteur profite de l'état de sidération de sa victime, état de sidération que l'auteur ou l'autrice aura lui-même ou elle-même provoqué. L'état de sidération est donc placé au même niveau que le refus. Il s'agit ainsi de répondre aux craintes selon lesquelles la solution du refus n'offre pas de protection aux victimes qui subissent une immobilité tonique, ou "freezing", encore appelée état de sidération. L'état de sidération figurera donc expressément aux articles 189 alinéa 1 et 190 alinéa 1 en tant que variante de l'infraction, mais – c'est important de le mentionner – d'autres dispositions pourront s'appliquer si la victime se trouve dans cet état.

Il est utile de relever quelques distinctions par rapport à trois cas de figure, que je me permets de préciser. Dans un premier temps, la victime subit la contrainte avant de tomber dans un état de sidération. Dans ce cas, c'est l'article 189 alinéa 2 sur la contrainte sexuelle ou l'article 190 alinéa 2 sur le viol qui s'applique. Dans un deuxième cas de figure, la victime peut exprimer un non ou manifester son refus d'une autre manière avant de tomber dans un état de sidération. Dans ce cas, l'auteur peut être puni en vertu de la solution du refus. L'élément constitutif "contre la volonté d'une personne" est ainsi réalisé. Le troisième cas de figure est défini par le nouvel élément constitutif adopté par le Conseil des Etats. La victime ne subit pas de contrainte et n'est pas à même d'exprimer son refus avant de tomber dans un état de sidération. Dans ce cas, l'état de sidération, comme je l'ai mentionné, est placé au même niveau que le refus qui est exprimé par la victime.

J'en arrive aux propositions de minorités qui ont été développées. Certaines ont été retirées. Les deux minorités partent du principe que l'état de sidération est un refus non verbal et toutes les deux reposent sur la crainte que l'état de sidération puisse être considéré comme la seule et unique manifestation d'un refus non verbal.

Ainsi, la minorité I (Bellaïche) propose d'ajouter le terme "notamment" aux articles 189 alinéa 1 et 190 alinéa 1 pour montrer que l'état de sidération est un cas d'application d'élément constitutif contre la volonté d'une personne et non une variante.

La minorité II (Mahaim), quant à elle, propose de biffer le passage sur l'état de sidération ajouté par le Conseil des Etats et d'ajouter un nouvel alinéa 1bis aux articles 189 et 190. Ce nouvel alinéa 1bis énoncerait des exemples de situations dans lesquelles l'auteur agit contre la volonté de la victime. La minorité I (Mahaim) propose également, par cohérence, d'abroger l'article 191 qui concerne les actes sexuels commis sur une personne incapable de discernement et de résistance.

Le Conseil fédéral est d'avis que les réserves ou les craintes des deux minorités sont infondées, et ce pour des motifs bien précis.

AB 2023 N 989 / BO 2023 N 989

Im Ständerat war umstritten, ob ein rein passives Verhalten als nonverbale Ablehnung gelten kann. Um diesbezügliche Zweifel auszuräumen, hat sich der Ständerat dafür entschieden, den Schockzustand explizit im Gesetz aufzuführen. Damit wird der Schockzustand einer ablehnenden nonverbalen Willensäusserung gleichgestellt.

Cet ajout ne change rien au fait que le refus peut s'exprimer verbalement ou non verbalement; c'est fondamental, comme le souligne le rapport de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats.

Je me permets encore quelques précisions au sujet de la proposition qui était soutenue par le conseiller national Mahaim. Prenons les articles en vigueur, donc les articles 189 et 190, d'une part, et l'article 191, d'autre part: aux articles 189 et 190, l'incapacité de résistance de la victime est le fait de l'auteur, de la personne qui agit. A l'article 191, par contre, l'auteur profite d'une incapacité de résistance préexistante de la victime. C'est là une différence essentielle, fondamentale. Je donnerai quelques exemples: dans le premier cas, l'auteur verse quelques gouttes de drogue du violeur dans le verre d'une victime et abuse d'elle ensuite. Dans le second cas, l'auteur entre en contact avec une personne, une victime potentielle, déjà fortement alcoolisée et abuse d'elle dans la foulée. Ces principes ne s'appliqueraient plus si la proposition de la minorité II (Mahaim) était adoptée.

A la suite de l'abrogation de l'article 191, les cas qu'il vise seraient punis moins sévèrement en application des articles 189 alinéa 1 et 190 alinéa 1. Il serait difficile de comprendre pourquoi il faudrait biffer l'article 191 dans son intégralité, l'incapacité de discernement comprise. Cette dernière ne figurerait pas davantage dans le nouvel alinéa 1bis que la minorité II (Mahaim) souhaite insérer aux articles 189 et 190. En outre, il est peu probable que l'incapacité de discernement relève de la clause générale. La minorité II (Mahaim) semble donc partir du principe qu'un auteur qui profite de l'incapacité de discernement de sa victime n'agit pas contre sa



volonté. C'est bien le cas, mais de cette proposition naîtrait en fait une lacune de punissabilité: le droit pénal ne protégerait plus les personnes incapables de discernement de l'exploitation et des abus sexuels. Ce serait difficile à accepter ainsi.

Problematisch ist zudem, dass die in Absatz 1bis aufgeführten Zustände wie beispielsweise Angst oder Krankheit sehr schwer bestimmbar sind.

La proposition ne nous semble pas tout à fait aboutie, car il y aurait encore lieu de définir des éléments et d'ajouter des infractions au sens des articles 188, 193, 193a qui concernent des actes d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes ou les abus de détresse. Il est extrêmement difficile voire impossible d'évaluer les effets du déplacement et de l'abrogation de l'ensemble de ces articles. Mais, là, je suis dans la théorie, étant donné que M. le conseiller national Mahaim a retiré à sa proposition de minorité.

Concernant la minorité III (Bellaïche) qui, elle, propose de maintenir la solution du consentement "seul un oui est un oui" – solution adoptée par le Conseil national –, vous connaissez les arguments qui ont conduit le Conseil fédéral à rejeter cette solution. Permettez-moi de reprendre uniquement quelques éléments pour illustrer ce qui s'oppose à cette solution.

Bei der Zustimmungslösung stellt sich ganz allgemein die Frage, welche Anforderungen an eine Einwilligung bzw. an die Urteilsfähigkeit der einwilligenden Person gestellt würden. Kann beispielsweise eine geistig beeinträchtigte Person rechtsgültig einwilligen, oder macht sich jeder strafbar, der mit ihr sexuell verkehrt? Inwieweit würden geistig beeinträchtigte Menschen ihre Sexualität noch ausleben können?

Des questions du même ordre se posent au sujet de personnes sous l'influence de l'alcool ou de la drogue: la solution du refus pourrait leur être plus favorable, car les exigences en matière de preuve sont moins élevées pour un "non", et il serait plus difficile de prouver qu'un "oui" a été prononcé.

Nous pourrions également développer toutes les questions sur la tromperie ou les erreurs. Je renonce à développer ces questions qui limitent fortement la définition et la libre formation de la volonté, mais l'intégrité sexuelle doit, elle, être systématiquement protégée.

Au nom du Conseil fédéral, je vous prie donc de rejeter les propositions des trois minorités et de suivre la majorité de votre commission et le Conseil des Etats.

J'en viens à l'article 190 alinéa 2 concernant la peine minimale encourue en cas de viol avec contrainte. Le Conseil fédéral estime que la peine minimale devrait être d'un an de peine privative de liberté. Le Conseil des Etats s'est rallié à ce point de vue à la session de printemps. Une peine minimale de ce niveau est conforme au droit en vigueur et va dans le sens de la proposition de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats et des résultats de la consultation. J'ajoute qu'une peine minimale plus élevée reviendrait à restreindre considérablement la marge d'appréciation du juge – cela a été développé tout à l'heure – et limiterait les possibilités de prendre en considération des circonstances du cas d'espèce. Il s'ensuivrait des conséquences bien précises.

Je souligne également que, si la peine minimale est de "plus de deux ans" au lieu d'"un an", soit plus de deux fois plus, il est surtout probable que le juge déplace le curseur au moment d'apprécier les preuves. Il devra fixer des exigences plus strictes pour ce qui est de reconnaître l'usage de la contrainte, et on peut par exemple douter que le Tribunal fédéral maintienne sa jurisprudence – cela a été mentionné aussi – selon laquelle l'auteur peut utiliser le poids de son corps comme moyen de contrainte.

Une deuxième conséquence est à envisager: une peine privative de liberté de "plus de deux ans" exclurait totalement le sursis. Les infractions à caractère sexuel se produisent souvent dans le cadre de relations de couple, et il n'est pas rare qu'une procédure de divorce soit menée en parallèle de la procédure pénale.

Le juge y fixe des contributions d'entretien, dues à l'épouse et aux enfants. Or, si l'auteur des actes doit purger une peine privative de liberté ferme, il ne pourra pas honorer son obligation d'entretien vis-à-vis de la femme et des enfants. La femme pourrait dépendre de l'aide sociale et pourrait devoir s'endetter. Le dilemme dans lequel elle se retrouvera en tant qu'épouse, en tant que mère, de dénoncer son mari ou non, ou son compagnon s'ils ne sont pas mariés, sera aggravé par l'exclusion totale du sursis.

Le Conseil fédéral et le Conseil des Etats considèrent donc que la peine privative de liberté minimale d'un an telle qu'elle s'applique aujourd'hui est appropriée, si l'on compare le viol à d'autres infractions pour lesquelles l'auteur encourt la même peine minimale. On peut penser au meurtre passionnel ou aux lésions corporelles graves dans la version adoptée tout récemment par votre Parlement, le 17 décembre 2021.

Je vous prie donc, à l'article 190 alinéa 2, de suivre la majorité de votre commission et le Conseil des Etats.

von Falkenstein Patricia (RL, BS), für die Kommission: Der Ständerat ist uns bei einigen Differenzen entgegengekommen und hat auch hinsichtlich der Grundsatzfrage "Nur Ja heisst Ja" einen Kompromiss vorgeschlagen. Noch bleiben aber einige Differenzen, die wir behandeln müssen.



Im Block 1 geht es um sexuelle Übergriffe und Nötigungen, um die Modellwahl bei Vergewaltigung, und es geht um das Strafmass und die Lernprogramme. Sie sehen auf dem Blatt zum Ablauf der Debatte die Artikel, welche durch die Minderheit I (Bellaiche), die Minderheit II (Mahaim) und die Minderheit III (Bellaiche) im Block 1 sowie durch die Minderheit Bellaiche und die Minderheit Mahaim im Block 2 tangiert sind. Die Minderheiten haben Auswirkungen auf mehrere Artikel, die in Ihren Unterlagen erwähnt sind.

Zu Ziffer 1 Artikel 189 Absatz 1: Auch wenn der Minderheitsantrag I vielleicht zurückgezogen wird, möchte ich einige Ausführungen machen, weil sie auch im Zusammenhang mit "Ja ist Ja" oder "Nein ist Nein" stehen. Der Ständerat hat hier Entgegenkommen gezeigt und ist mit einem Kompromiss von seiner ursprünglichen Formulierung der Widerspruchslösung abgewichen. Er hat den Tatbestand erweitert und angefügt: "oder zu diesem Zweck einen Schockzustand einer Person ausnützt". Kollegin Bellaiche will das Wort "oder" durch "namentlich" ersetzen. Sie sieht es als problematisch an, weil verstanden werden kann, dass der Täter

AB 2023 N 990 / BO 2023 N 990

entweder gegen den Willen handelt oder eine Schockstarre ausnützt. Die Schockstarre dürfe nicht als Alternative zu "gegen den Willen" gelten. Mit der Bezeichnung "namentlich" würde diese mögliche Interpretation des Wortlauts verhindert.

Die Mehrheit der Kommission liess sich aber von den Argumenten der Verwaltung überzeugen: Wenn der Begriff "namentlich" anstelle des "oder" eingefügt würde, dann würde auf die häufigsten Anwendungsfälle hingewiesen und die Liste bliebe offen, sofern sie nicht abschliessend sein soll. Die Haltung des Ständerates ist klar und aus den Materialien auch ersichtlich: Das, was man in den ersten Teil des Satzes beim ablehnenden Willen interpretiert, gilt nach wie vor. Damit soll diese zusätzliche Möglichkeit explizit abgedeckt werden. Die Anliegen des Minderheitsantrags seien mit der Formulierung des Ständerates erfüllt. In der Kommission wurde auch der gute Wille des Ständerates, der Forderung "Nur Ja heisst Ja" entgegenzukommen, erwähnt. Auch deshalb sollte hier keine weitere Differenz geschaffen werden.

Es wurde betont, dass die vorliegende Formulierung des Ständerates ein implizites Nein umfasst. Der Schockzustand muss eingeführt werden, weil es in diesem Zustand kein implizites Nein gibt, da sich das Opfer im Schockzustand nicht mehr selber äussern kann und da es auch keine Zeichen geben kann.

Die Mehrheit unserer Kommission hat sich dem Wortlaut des Ständerates angeschlossen. Die Kommission hat den Antrag Bellaiche mit 14 zu 11 Stimmen abgelehnt. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, der Mehrheit zuzustimmen.

Der Minderheitsantrag II (Mahaim) wurde zurückgezogen.

Zur Minderheit III (Bellaiche): Kollegin Bellaiche beantragt, an unserer ursprünglichen Fassung von Artikel 189 Absatz 1 – "Wer ohne die Einwilligung einer Person [...] – festzuhalten. Mit Blick auf das Entgegenkommen des Ständerates, ich habe es bereits gesagt, hält es die Mehrheit der Kommission nicht für sinnvoll, auf unsere ehemalige Position "Nur Ja heisst Ja" zurückzukommen. Auch der Bundesrat spricht sich für die Variante des Ständerates aus. Einige Ausführungen habe ich eben bei den Ausführungen zur Minderheit I (Bellaiche) gemacht. Sie haben die detaillierten Ausführungen der Bundesrätin gehört. Sie hat genau erläutert, weshalb die Variante des Ständerates, so, wie sie jetzt ist, vertretbar ist. Die Kommission hat den Antrag Bellaiche mit 14 zu 2 Stimmen bei 9 Enthaltungen abgelehnt. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, auch hier der Mehrheit zuzustimmen.

Zu Ziffer 1 Artikel 190 Absatz 2 und Ziffer 3 Artikel 154 Absatz 2, zur Vergewaltigung mit Nötigung und zum Strafmass: Die Minderheit Bellaiche möchte hier eine Mindestfreiheitsstrafe von mehr als zwei Jahren einführen, wie sie ursprünglich vom Ständerat beschlossen, dann aber wieder verworfen wurde. Mit Blick auf die Schwere des Verbrechens sei es stossend, dass eine Strafe unter Umständen zur Bewährung ausgesprochen werden könnte. Seitens der Verwaltung wird die Haltung des Bundesrates, die sich mit derjenigen des Ständerates deckt, geschildert. Die Mindeststrafe sollte bei einem Jahr bleiben. Damit gibt es nie eine Geldstrafe, sondern immer eine Freiheitsstrafe, und sogar ein unbedingter Vollzug ist möglich. Mindeststrafen müssen immer den mildesten denkbaren Fall abdecken. Gemäss Bundesgericht reicht sehr wenig für eine Nötigung, es gibt also Fälle jeder Abstufung.

Eine höhere Mindeststrafe würde das richterliche Ermessen massiv einschränken und eine einzelfallgerechte Beurteilung erschweren. Das hätte Konsequenzen. Wenn die Mindeststrafe mehr als zwei Jahre statt ein Jahr beträgt, also mehr als doppelt so hoch ist wie heute, ist damit zu rechnen, dass sich für die Gerichte der Massstab bei der Beweismässigkeit verschiebt. Sie dürften auch eine Nötigung an strengere Bedingungen knüpfen als heute. Es würde, so die Verwaltung, eine Verschiebung zu Artikel 190 Absatz 1, also zur Vergewaltigung ohne Nötigung, stattfinden. Es würde so weniger Verurteilungen wegen Vergewaltigung mit Nötigung als gemäss heutigem Recht geben. Die fein abgestimmte Systematik der Sexualdelikte würde ge-



stört. Im Entwurf der ständerätlichen Kommission finden sich kaskadenartig die qualifizierte Vergewaltigung, die Vergewaltigung mit Nötigung und die Vergewaltigung ohne Nötigung, dann folgen die Übergriffe nach Artikel 189 und schliesslich die sexuellen Belästigungen. Im Sinn der Logik der Harmonisierung der Strafrahmen sei dies berücksichtigt worden.

Der Antrag Bellaiche wurde mit 13 zu 11 Stimmen abgelehnt. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, der Mehrheit zuzustimmen.

Zum Schluss noch zu den Lernprogrammen bei Delikten gegen die sexuelle Integrität, die der Ständerat als Kompromiss in einem neuen Artikel 67f eingeführt hat: Die Einführung dieser Täterarbeit ist ein Teil des Kompromisses. Die Kommission möchte nicht nur eine Kann-Vorschrift, sondern ein Obligatorium einführen. Die Kommission hat diesem Obligatorium mit 16 zu 9 Stimmen zugestimmt. Das Obligatorium wurde mit 17 zu 8 Stimmen dem Vorschlag der Verwaltung vorgezogen.

Geissbühler Andrea Martina (V, BE): Geschätzte Kollegin, wie erklären Sie den Bürgerinnen und Bürgern, dass bei einer der schlimmsten Vergewaltigungsformen immer noch eine bedingte Strafe ausgesprochen werden kann?

von Falkenstein Patricia (RL, BS), für die Kommission: Danke für die Frage. Ja, die Begründung bzw. Erklärung ist wahrscheinlich nicht ganz einfach. Aber es ist so, wie ich es erläutert habe: Es gibt eine Kaskade von Strafen, die eingehalten werden muss. Was wir auf jeden Fall nicht wollen, ist, dass Leute dann plötzlich weniger bestraft werden, weil die Gerichte bei der Strafzumessung ein anderes Mass anwenden.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE), pour la commission: Dans sa séance du 24 mars 2023, la Commission des affaires juridiques de notre conseil a examiné les quelques divergences subsistant encore avec le Conseil des Etats.

A l'article 189 alinéa 1, et aux autres articles concernés, qui traitent des atteintes et des contraintes sexuelles, ainsi que du viol, nous avons une minorité I (Bellaiche). Cette minorité sera peut-être retirée tout à l'heure, mais je l'évoque quand même, brièvement, puisque cette proposition a fait l'objet de discussions au sein de notre commission. La minorité I part du principe qu'il est important d'intégrer l'état de sidération dans le projet, mais pense que cet état doit être considéré comme une variante de la solution du "non, c'est non", car il ne serait pas le seul cas de refus implicite. C'est la raison pour laquelle la minorité I propose d'insérer le terme "notamment".

Nous avons aussi, à l'article 189 alinéa 1, la minorité II (Mahaim). Je la mentionne également, bien qu'elle ait été retirée. Cette proposition allait dans le même sens que les réflexions de la minorité I, partant de la préoccupation que seuls les cas de viol où il y a état de sidération seraient considérés contre la volonté. Or, il y a d'autres cas où la victime ne peut exprimer sa volonté. C'est la raison pour laquelle il était proposé d'énumérer un certain nombre de situations au sein desquelles il n'y a pas d'expression de la volonté, comme, par exemple, la tromperie, la surprise, la vulnérabilité due à un état de sidération, l'ivresse, etc.

La minorité II a été retirée. La proposition défendue par la minorité I a été rejetée en commission, par 14 voix contre 11. Je vous propose de suivre la majorité de la commission.

J'en viens maintenant, toujours pour l'article 189 alinéa 1, à la minorité III (Bellaiche). Selon elle, la définition du consentement est beaucoup plus facile à expliquer, car il est évident que le consentement est nécessaire dans une relation sexuelle.

Il faut se demander comment l'auteur potentiel d'un viol peut comprendre un "non" implicite. Du point de vue de la sécurité du droit, la solution du consentement est aussi beaucoup plus aisée à expliquer au public. C'est pourquoi elle proposait de s'en tenir à la solution du consentement, déjà acceptée précédemment par notre conseil. Dans les discussions, plusieurs membres de la commission qui s'étaient prononcés clairement pour la solution du "seul un oui est un oui" continuent à penser que ce serait la solution optimale, mais au vu de l'évolution des discussions au Conseil des Etats et des adaptations importantes qui ont été proposées, ils et elles se rallieront à la solution du compromis proposé.

AB 2023 N 991 / BO 2023 N 991

Un commissaire a relevé qu'au plénum du Conseil des Etats, il a été clairement dit que la solution du "non, c'est non", avec, en plus, l'état de sidération, doit être comprise comme incluant un refus explicite, implicite, verbal ou non verbal. Le Conseil des Etats a donc fait un très grand pas dans la direction de notre conseil. D'autres commissaires ont également salué cette solution pragmatique et mis en garde contre le risque de tout perdre si l'on s'entête à maintenir la solution du "seul un oui est un oui".

Il a aussi été relevé que la définition du viol a profondément été modifiée, et que l'on aurait difficilement imaginé



arriver à ce résultat au début de la révision. Plusieurs commissaires viennent d'ailleurs de le rappeler: avec cette révision, la Suisse est partie d'une situation digne du Moyen Age pour arriver à une société contemporaine où l'on reconnaît réellement ce que représente le viol dans notre société. Il y a aussi une reconnaissance des victimes et, donc, de l'autodétermination sexuelle.

La minorité III (Bellaïche) qui veut maintenir la solution du "seul un oui est un oui" a été rejetée, par 14 voix contre 2 et 9 abstentions. Je vous recommande donc de suivre la majorité de la commission.

Concernant l'article 190 alinéa 2 et l'article 154 alinéa 2, il s'agit donc de la peine encourue dans les cas de viol avec contrainte. Rappelons que le Conseil des Etats s'était rallié à la proposition du Conseil national en supprimant la peine pécuniaire dans les cas de viol. Pour la peine dans les cas de viol avec contrainte, il est finalement revenu à la proposition de sa commission qui préconisait une peine privative de liberté d'un à dix ans au lieu de plus de deux à dix ans comme décidé précédemment. La minorité Bellaïche propose d'opter pour la version la plus sévère, soit de plus de deux ans à dix ans. Son auteure pense qu'il s'agit de cas particulièrement graves et elle estime qu'il est choquant que le Conseil des Etats soit revenu sur sa décision préalable.

Le représentant de l'administration a rappelé la position du Conseil fédéral et les résultats de la consultation qui vont dans le sens du maintien de la quotité de la peine d'un à dix ans. Une peine plus sévère aurait pour conséquence de restreindre la marge de manoeuvre des juges et ne s'appliquerait qu'à quelques cas particuliers. Le fait de plus que doubler la peine minimale modifierait la cascade des peines fixées et remettrait en question la cohérence du système.

Nous sommes en effet maintenant en présence d'une cascade avec le viol qualifié, le viol avec contrainte et le viol sans contrainte. Ensuite, il y a les agressions au sens de l'article 189 et enfin le harcèlement sexuel. La commission du Conseil des Etats a tenu compte de tous ces aspects dans la logique de l'harmonisation des peines.

La peine minimale actuelle d'un an de privation de liberté semble appropriée au Conseil fédéral et au Conseil des Etats par rapport à d'autres infractions qui prévoient une peine minimale d'un an de privation de liberté. On fait référence par exemple à l'homicide ou aux lésions corporelles graves, selon la version adoptée par le Parlement en décembre 2021. Une lésion corporelle est grave si, par exemple, la victime subit une blessure mettant sa vie en danger ou si un organe ou un membre vital est mutilé. Avec la version de la minorité Bellaïche, on créerait donc un déséquilibre, ce qui serait en contradiction avec le projet intitulé "Harmonisation des peines et adaptation du droit pénal accessoire au nouveau droit des sanctions".

Mise au vote, la proposition défendue par la minorité Bellaïche a été refusée par 13 voix contre 11. C'est donc la version du Conseil des Etats que je vous recommande d'adopter.

Président (Candinas Martin, président): (*discurra sursilvan*) Nus avain oz dus giubilers: Unser Kollege Peter Schilliger und unsere Kollegin Min Li Marti feiern heute ihren Geburtstag. Cordiala gratulaziun! (*Applaus*)

Ziff. 1 Gliederungstitel nach Art. 67e

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 titre suivant l'art. 67e

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 67f

Antrag der Kommission

Abs. 1

... verurteilt, so wird er dazu verpflichtet ...

In Einzelfällen kann davon abgesehen werden.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Ch. 1 art. 67f

Proposition de la commission

Al. 1

... l'auteur a l'obligation de suivre un programme ...

Il peut être dérogé à cette règle dans certains cas.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Gliederungstitel nach Art. 50e

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 3 titre suivant l'art. 50e

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 50ebis

Antrag der Kommission

Abs. 1

... so wird er dazu verpflichtet ...

In Einzelfällen kann davon abgesehen werden.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 3 art. 50ebis

Proposition de la commission

Al. 1

... l'auteur a l'obligation de suivre un programme de prévention ...

Il peut être dérogé à cette règle dans certains cas.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 189

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Bellaïche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

Wer gegen den Willen einer Person eine sexuelle Handlung an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt, namentlich zu diesem Zweck einen Schockzustand einer Person ausnützt ...

Antrag der Minderheit II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

Wer gegen den Willen einer Person eine sexuelle Handlung an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt, wird mit ...



Abs. 1bis

Gegen den Willen einer Person handelt, wer überraschend handelt, eine Person über die Art der Handlung täuscht oder die Verletzlichkeit der Person aufgrund von Schockzustand, Angst, Trunkenheit, Rausch, Schlaf, Krankheit oder ähnlichen Ursachen ausnutzt.

Antrag der Minderheit III

(Bellaiche, Flach)

Abs. 1

Festhalten

Ch. 1 art. 189

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre un acte d'ordre sexuel, notamment profite à cette fin d'un état de sidération d'une personne, est...

Proposition de la minorité II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre un acte d'ordre sexuel, est ...

Al. 1bis

Agit contre la volonté d'une personne quiconque agit par surprise, trompe une personne sur la nature de l'acte ou profite de sa vulnérabilité due à un état de sidération, la peur, l'ivresse, l'intoxication, le sommeil, la maladie ou d'autres causes semblables.

Proposition de la minorité III

(Bellaiche, Flach)

Al. 1

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Anträge der Minderheit I (Bellaiche) und der Minderheit II (Mahaim) wurden zurückgezogen. Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a; Ziffer 1 Artikel 66a Absatz 1 Buchstabe h; Ziffer 1 Artikel 67 Absatz 3 Buchstabe c, Absatz 4 Buchstabe a Einleitung und Absatz 4bis Buchstabe a; Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe e; Ziffer 1 Artikel 190 Absatz 1; Ziffer 1 Artikel 191; Ziffer 1 Artikel 193a; Ziffer 2 Artikel 36 Absatz 2; Ziffer 3 Artikel 49a Absatz 1 Buchstabe f; Ziffer 3 Artikel 50 Absatz 3 Buchstabe a, Absatz 4 und Absatz 4bis Buchstabe a; Ziffer 3 Artikel 59 Absatz 1 Buchstabe e; Ziffer 3 Artikel 153 Absatz 1; Ziffer 3 Artikel 154 Absatz 1; Ziffer 3 Artikel 155; Ziffer 3 Artikel 158; Ziffer 4 Artikel 269 Absatz 2 Buchstabe a; Ziffer 4 Artikel 286 Absatz 2 Buchstabe a sowie Ziffer 5 Artikel 70 Absatz 2.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26894)

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 65 Stimmen

(8 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 190

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

Wer gegen den Willen einer Person den Beischlaf oder eine beischlafsähnliche Handlung, die mit einem Eindringen in den Körper verbunden ist, an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt, namentlich zu diesem Zweck einen Schockzustand einer Person ausnützt ...

Antrag der Minderheit II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

Wer gegen den Willen einer Person den Beischlaf oder eine beischlafsähnliche Handlung, die mit einem Eindringen in den Körper verbunden ist, an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt ...

Abs. 1bis

Gegen den Willen einer Person handelt, wer überraschend handelt, eine Person über die Art der Handlung täuscht oder die Verletzlichkeit der Person aufgrund von Schockzustand, Angst, Trunkenheit, Rausch, Schlaf, Krankheit oder ähnlichen Ursachen ausnützt.

Antrag der Minderheit III

(Bellaiche, Flach)

Abs. 1

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Addor, Bregy, Flach, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Abs. 2

Festhalten

Ch. 1 art. 190

Proposition de la majorité

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre l'acte sexuel ou un acte analogue qui implique une pénétration du corps, notamment profite à cette fin d'un état de sidération d'une personne ...

Proposition de la minorité II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre l'acte sexuel ou un acte analogue qui implique une pénétration du corps, est ...

Al. 1bis

Agit contre la volonté d'une personne quiconque agit par surprise, trompe une personne sur la nature de l'acte ou profite de sa vulnérabilité due à un état de sidération, la peur, l'ivresse, l'intoxication, le sommeil, la maladie ou d'autres causes semblables.

Proposition de la minorité III

(Bellaiche, Flach)

Al. 1

Maintenir



Proposition de la minorité

(Bellaiche, Addor, Bregy, Flach, Geissbühler, Kamerzin, Maitre, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)

Al. 2

Maintenir

AB 2023 N 993 / BO 2023 N 993

Abs. 1, 1bis – Al. 1, 1bis

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Anträge der Minderheit I (Bellaiche) und der Minderheit II (Mahaim) wurden zurückgezogen. Über den Antrag der Minderheit III (Bellaiche) wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Abs. 2 – Al. 2

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 3 Artikel 154 Absatz 2.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26895)

Für den Antrag der Mehrheit ... 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 89 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 5 Abs. 1 Bst. a; 66a Abs. 1 Bst. h

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)

Festhalten

Ch. 1 art. 5 al. 1 let. a; 66a al. 1 let. h

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 67

Antrag der Mehrheit

Abs. 3 Bst. b

Festhalten

Abs. 3 Bst. c, 4 Bst. a, 4bis Bst. a

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)

Abs. 3 Bst. c, 4 Bst. a, 4bis Bst. a

Festhalten

Ch. 1 art. 67

Proposition de la majorité

Al. 3 let. b

Maintenir

Al. 3 let. c, 4 let. a, 4bis let. a

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)

Al. 3 let. c, 4 let. a, 4bis let. a

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 101 Abs. 1 Bst. e erster Teil

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)

Festhalten

Ch. 1 art. 101 al. 1 let. e première partie

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 191

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Aufheben

Antrag der Minderheit II

(Bellaiche, Flach)

Festhalten



Ch. 1 art. 191

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abroger

Proposition de la minorité II

(Bellaiche, Flach)

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Der Antrag der Minderheit I (Mahaim) wurde zurückgezogen. Über den Antrag der Minderheit II (Bellaiche) wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 193a; Ziff. 2 Art. 36 Abs. 2; Ziff. 3 Art. 49a Abs. 1 Bst. f; 50 Abs. 3 Bst. a, 4, 4bis Bst. a; 59 Abs. 1 Bst. e

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)

Festhalten

Ch. 1 art. 193a; ch. 2 art. 36 al. 2; ch. 3 art. 49a al. 1 let. f; 50 al. 3 let. a, 4, 4bis let. a; 59 al. 1 let. e

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)

Maintenir

AB 2023 N 994 / BO 2023 N 994

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 3 Art. 153

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

... vornehmen lässt, namentlich zu diesem Zweck einen Schockzustand einer Person ausnützt ...



Antrag der Minderheit II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

... an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt, wird ...

Abs. 1bis

Gegen den Willen einer Person handelt, wer überraschend handelt, eine Person über die Art der Handlung täuscht oder die Verletzlichkeit der Person aufgrund von Schockzustand, Angst, Trunkenheit, Rausch, Schlaf, Krankheit oder ähnlichen Ursachen ausnützt.

Antrag der Minderheit III

(Bellaiche, Flach)

Abs. 1

Festhalten

Ch. 3 art. 153

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

... d'ordre sexuel, notamment profite à cette fin d'un état de sidération d'une personne, est ...

Proposition de la minorité II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre un acte d'ordre sexuel, est ...

Al. 1bis

Agit contre la volonté d'une personne quiconque agit par surprise, trompe une personne sur la nature de l'acte ou profite de sa vulnérabilité due à un état de sidération, la peur, l'ivresse, l'intoxication, le sommeil, la maladie ou d'autres causes semblables.

Proposition de la minorité III

(Bellaiche, Flach)

Al. 1

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Anträge der Minderheit I (Bellaiche) und der Minderheit II (Mahaim) wurden zurückgezogen. Über den Antrag der Minderheit III (Bellaiche) wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 3 Art. 154

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Bellaiche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

Wer gegen den Willen einer Person den Beischlaf oder eine beischlafsähnliche Handlung, die mit einem Eindringen in den Körper verbunden ist, namentlich zu diesem Zweck einen Schockzustand einer Person ausnützt



...

Antrag der Minderheit II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Abs. 1

... verbunden ist, an dieser vornimmt oder von dieser vornehmen lässt, wird ...

Abs. 1bis

Gegen den Willen einer Person handelt, wer überraschend handelt, eine Person über die Art der Handlung täuscht oder die Verletzlichkeit der Person aufgrund von Schockzustand, Angst, Trunkenheit, Rausch, Schlaf, Krankheit oder ähnlichen Ursachen ausnutzt.

Antrag der Minderheit III

(Bellaïche, Flach)

Abs. 1, 2

Festhalten

Ch. 3 art. 154

Proposition de la majorité

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Bellaïche, Arslan, Dandrès, Fehlmann Rielle, Flach, Funicello, Hurni, Mahaim, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

... du corps, notamment profite à cette fin d'un état de sidération d'une personne ...

Proposition de la minorité II

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)

Al. 1

Quiconque, contre la volonté d'une personne, commet sur elle ou lui fait commettre l'acte sexuel ou un acte analogue qui implique une pénétration du corps, est ...

Al. 1bis

Agit contre la volonté d'une personne quiconque agit par surprise, trompe une personne sur la nature de l'acte ou profite de sa vulnérabilité due à un état de sidération, la peur, l'ivresse, l'intoxication, le sommeil, la maladie ou d'autres causes semblables.

Proposition de la minorité III

(Bellaïche, Flach)

Al. 1, 2

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Anträge der Minderheit I (Bellaïche) und der Minderheit II (Mahaim) wurden zurückgezogen. Über den Antrag der Minderheit III (Bellaïche) wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 3 Art. 155

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

AB 2023 N 995 / BO 2023 N 995



Antrag der Minderheit I

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)
Aufheben

Antrag der Minderheit II

(Bellaiche, Flach)
Festhalten

Ch. 3 art. 155

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Mahaim, Arslan, Brenzikofer, Dandrès, Fehlmann Rielle, Funicello, Hurni, Marti Min Li, Walder)
Abroger

Proposition de la minorité II

(Bellaiche, Flach)
Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Der Antrag der Minderheit I (Mahaim) wurde zurückgezogen. Über den Antrag der Minderheit II (Bellaiche) wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 3 Art. 158; Ziff. 4 Art. 269 Abs. 2 Bst. a; 286 Abs. 2 Bst. a; Ziff. 5 Art. 70 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)
Festhalten

Ch. 3 art. 158; ch. 4 art. 269 al. 2 let. a; 286 al. 2 let. a; ch. 5 art. 70 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)
Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Block 2 – Bloc 2

Bellaiche Judith (GL, ZH): Ich mache es kurz. Mit meinem Minderheitsantrag zu Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe e möchte ich die Unverjährbarkeit auf Delikte ausweiten, die an Kindern bzw. Jugendlichen unter 16 Jahren begangen werden. Damit tragen wir dem Umstand Rechnung, dass ein junger Mensch nach unserem Rechtsverständnis die sexuelle Mündigkeit erst mit 16 Jahren erreicht und genau so lange nicht nur vor Sexualdelikten, sondern auch vor der Verjährbarkeit derselben geschützt sein soll.



Bei Ziffer 1 Artikel 179undecies bzw. 197a werden wir der Minderheit Mahaim folgen, die zwar den Tatbestand etwas enger definiert als der Antrag der Mehrheit, dafür aber Klarheit schafft, was mit "Rachepornografie" gemeint ist, welches Verhalten strafbar ist und welches nicht, während der Mehrheitsantrag etwas gar ausufernd ausfällt.

Mahaim Raphaël (G, VD): Nous sommes au bloc 2. Nous nous concentrons, dans la proposition de minorité que je défends, sur une problématique bien particulière, c'est la manière dont nous voulons sanctionner le mal nommé en français et en allemand "revenge porn", ou pornodivulgateur, soit le fait de dévoiler des images à caractère sexuel sans le consentement, évidemment, de la personne concernée.

Il y a unanimité au sein de la commission, et je crois aussi au sein de notre conseil, sur le fait que c'est un état de fait que nous ne voulons pas voir impuni et qu'il est donc nécessaire de créer une nouvelle disposition pour sanctionner ces agissements qui peuvent avoir des conséquences dramatiques – littéralement dramatiques – et existentielles, pour les victimes.

La question, c'est la méthode: comment procédons-nous? Faut-il créer une nouvelle disposition dans le chapitre relatif à l'intégrité sexuelle ou faut-il créer une disposition plus générale qui engloberait toutes les atteintes à l'honneur, à la sphère privée au sens large?

La proposition de minorité que je défends suit la ligne tracée par le Conseil des Etats, en ce sens que notre minorité souhaite créer une disposition qui soit uniquement consacrée à l'intégrité sexuelle et qui protège uniquement ce bien juridiquement protégé. Pourquoi? Parce que nous considérons qu'il y a là un état de fait suffisamment clair, suffisamment précis, grave aussi bien sûr, qui mérite d'être sanctionné en tant que tel par une disposition spécifique, bien précise, et qui réponde aux exigences du droit pénal d'une définition suffisamment claire, précise, des comportements récriminés.

A l'inverse, si nous choisissons la version de la majorité de la commission, nous nous dirigerions vers une infraction générale, que j'aurais envie de qualifier d'infraction fourre-tout, laquelle conduirait à sanctionner la publication, la divulgation d'images qui portent atteinte à l'honneur ou à la sphère privée de façon générale.

Mais où s'arrête la limite d'une telle infraction? Tout le monde comprend que nous ne voulons pas de la divulgation d'images à caractère sexuel. Mais alors, ensuite, on se demandera, pour chaque cas de figure, s'il y a atteinte à l'honneur, ce qui posera des questions de délimitation très délicates. Par exemple, si l'on prend une photo de son voisin en train de se balader les fesses à l'air dans son jardin, est-ce que cela constitue déjà une infraction punissable selon le code pénal et cette disposition fourre-tout voulue par la majorité de la commission? Ce n'est pas certain. Il faut certes une atteinte grave à la réputation, mais en fonction de qui il s'agit, on peut imaginer qu'une photo d'une personne nue qui serait publiée sur les réseaux sociaux ou sur Internet constituerait déjà une atteinte grave. Il y aurait, c'est un exemple, mille configurations possibles où l'on se retrouverait réellement dans un dilemme.

J'aimerais le dire ici, il y a un vrai flou autour de la mise en oeuvre d'une telle disposition, flou dont nous n'avons pas pu parler en commission. Nous serions un peu en train de faire les apprentis sorciers si nous nous mettions à introduire une disposition générale pour les atteintes à l'honneur au sens très large, sans savoir exactement ce que nous voulons rendre punissable. On sait parfaitement que l'utilisation d'images sans droit peut poser des problèmes au plan du droit civil. Il y a toute la question, notamment, de l'utilisation des photomontages, des trucages, du deepfake qui, en effet, pose de graves problèmes dans la réalité et dont le Parlement devra se saisir. Mais il devra le faire dans un cadre distinct, pour réfléchir à cette question et la délimiter précisément, et non pas ici, à la va-vite, avec une infraction fourre-tout dont on a de la peine à définir les contours.

Pour toutes ces raisons, la minorité de la commission vous propose d'en rester à la formulation du Conseil des Etats, de mettre sous toit cette disposition sur la pornodivulgateur que tout le monde appelle de ses vœux et d'ouvrir une réflexion – en ce sens, nous sommes du même avis que la majorité de la commission – sur ce qui doit être puni au titre d'infraction contre l'honneur et contre la sphère privée, avec la divulgation sans consentement d'images intimes ou portant atteinte à la réputation.

AB 2023 N 996 / BO 2023 N 996

Hurni Baptiste (S, NE): Ce deuxième bloc est constitué de deux minorités sur des thèmes bien différents. S'agissant premièrement de la question de l'imprescriptibilité de certaines infractions sur les enfants, on précisera que cette thématique ne faisait pas partie de la réforme du Conseil fédéral et on rappelle que, dans la situation actuelle, sont imprescriptibles un certain nombre d'infractions, notamment sexuelles, lorsqu'elles ont été commises sur des enfants de moins de 12 ans. Cette version, soit le maintien du droit en vigueur, est



défendue par la majorité de la commission, le Conseil fédéral et le Conseil des Etats, alors qu'une minorité Bellaïche entend faire passer cet âge à 16 ans, élargissant ainsi le champ des personnes concernées par cette imprescriptibilité.

Majoritairement, le groupe socialiste suivra la majorité, notamment parce que le texte actuel est en phase avec l'initiative populaire qui a été acceptée par la population suisse et qui visait à rendre imprescriptibles les actes sexuels commis sur les enfants prépubères. Elargir cette limite à 16 ans reviendrait à dépasser la volonté du législateur, même si une minorité de notre groupe s'abstiendra.

La deuxième problématique, qui pour nous est la plus importante, se situe autour des questions du cyberharcèlement et de la pornodivulgateur, le "revenge porn". En soi, il n'est plus contesté – cela a été rappelé par M. Mahaim – que l'action consistant à mettre à disposition un écrit ou un enregistrement sonore ou visuel de nature sexuelle doit être punie. C'est stricto sensu la pornodivulgateur. Ce qui est contesté et ce qui fait l'objet de la minorité Mahaim, c'est de savoir si on doit se limiter aux enregistrements à caractère sexuel ou s'il faut élargir à toute mise à disposition d'un enregistrement visant à nuire gravement à la réputation de quelqu'un.

La majorité pense qu'il faut élargir et qu'il faut rendre punissables plus d'actes, alors que la minorité veut circonscrire l'infraction aux seules divulgations à caractère sexuel. Dit autrement, tous les comportements que la minorité veut punir le seront aussi par la version de la majorité, mais certains comportements compris dans la version de la majorité seraient exclus par la minorité. Un bon exemple valant mieux qu'une longue théorie: tant la minorité que la majorité puniraient de la même manière la mise à disposition d'ébats intimes de façon publique par celui ou celle voulant nuire à l'autre, et si le second n'y consent pas.

Sur ce point, il n'y a pas de divergence.

En revanche, la proposition de la minorité Mahaim ne permettrait pas de punir le comportement consistant, par exemple, à publier une vidéo où l'on dégraderait gravement la réputation d'un individu, mais sans que cette vidéo ait de caractère sexuel. Or, ce genre de cas est assez fréquent, notamment s'agissant des mineurs et des adolescents. En effet, un groupe d'adolescents molestant et ridiculisant un individu, filmant la scène et la diffusant, commet un acte qui, à notre sens, devrait être répréhensible, car les dégâts pour la victime sont très importants. Ce genre de vidéos pousse chaque année des adolescents, mais aussi des adultes, au suicide. On ne comprend pas pourquoi la minorité, avec laquelle on est d'accord quant au but poursuivi, n'accepte pas d'élargir un peu les contours de l'infraction pour prendre en compte cette problématique. Si la version de la minorité Mahaim devait être acceptée, nous punirions la diffusion d'un rapport sexuel filmé, mais nous ne punirions pas la diffusion d'une personne passée à tabac, voire blessée gravement, sans compter toutes les problématiques liées au "deepfake" et à l'intelligence artificielle ou à des vidéos simplement fausses qui dégraderaient gravement la réputation de quelqu'un. En effet, tous ces contenus ne pourraient pas être punis. On ajoutera encore que la décision de notre conseil, soutenue par la majorité de la commission, mentionne bien "nuire gravement à la réputation" à l'article 179undecies. Toutes les diffusions ne sont donc pas concernées. En outre, notre commission, bien loin d'aller à la va-vite, travaille sur cette thématique depuis plus de deux ans.

Il est d'autant plus gênant, avec la proposition de la minorité, que, d'un point de vue matériel, la place de l'infraction dans le code pénal ne change rien, que ce soit pour les infractions sur l'honneur ou pour les infractions à caractère sexuel. De plus, la proposition de la minorité ne permet pas l'accès à la loi sur l'aide aux victimes. Il s'agirait d'une incongruité dans cette réforme qui vise l'équité, puisque, finalement, en créant cette nouvelle infraction, on tente de protéger le consentement à la diffusion d'images, d'écrits ou d'enregistrements sensibles et intimes. A notre sens, que ces contenus soient sensibles du fait de leur caractère sexuel ou du fait de leur caractère de violence, par exemple, ne devrait pas rendre un comportement illicite et l'autre licite.

Pour ces raisons, nous vous encourageons vivement à accepter la proposition de la majorité de la commission et à rejeter celle de la minorité Mahaim.

Pour nous, il en va du respect des victimes de diffusion d'images privées, intimes ou dégradantes. Le fait que la nature de ces images soit sexuelle ou autre ne nous paraît pas déterminant en la matière.

Markwalder Christa (RL, BE): Die Unverjährbarkeit von Sexualstraftaten an Kindern vor der Pubertät wurde in einer Volksinitiative angenommen und anschliessend ins ordentliche Recht überführt. Die Strafraumharmonisierung sollte nun nicht dazu missbraucht werden, diese Unverjährbarkeit auszudehnen und das Alter auf 16 Jahre anzuheben. Das wäre unverhältnismässig und würde auch dem Sinn und Geist der Strafraumharmonisierung widersprechen.

Ich erinnere daran, dass Unverjährbarkeit für folgende Verbrechen gilt: Völkermord, Kriegsverbrechen, Verbrechen gegen die Menschlichkeit, Verbrechen, die als Mittel zur Erpressung oder Nötigung Leib und Leben vieler Menschen in Gefahr brachten, namentlich unter Verwendung von Massenvernichtungsmitteln, durch Auslösen



von Katastrophen oder durch Geiselnahme. Nach der Annahme der Volksinitiative wurden auch sexuelle Handlungen mit Kindern unter 12 Jahren dem Katalog der unverjähren Straftaten hinzugefügt. Wenn wir nun das Alter auf 16 Jahre erhöhen würden, könnte das zu absurden Situationen führen, nämlich dass ein strafbarer Zungenkuss mit einer 15-Jährigen genauso unverjährbar wäre wie ein Kriegsverbrechen. Das müssen wir als Gesetzgeber vermeiden. Wir müssen deshalb der Mehrheit folgen und den Minderheitsantrag Bellaiche ablehnen.

Bei der Strafbarkeit von sogenannter Rachepornografie bittet Sie die FDP-Liberale Fraktion, der Minderheit Mahaim zu folgen und den Antrag der Mehrheit abzulehnen. Revenge Porn ist ein neueres gesellschaftliches Phänomen, das sowohl der Ständerat wie auch der Nationalrat als sanktionswürdig betrachten, und zwar mit einer eigenen Strafnorm. Der Antrag der Mehrheit, wir haben es gerade auch vom Fraktionssprecher der SP gehört, würde im Vergleich zum Ständerat jedoch zu einer erheblichen Ausweitung der Strafbarkeit führen, weshalb unsere Fraktion den Antrag der Minderheit Mahaim unterstützt, der sich entsprechend auf sexuelle Inhalte beschränkt. Ich bitte Sie deshalb, die Minderheit Mahaim zu unterstützen.

Steinemann Barbara (V, ZH): Im Block 2 verbleiben zwei Differenzen. Die erste betrifft die Unverjährbarkeit von Sexualdelikten gegen Kinder. 2013 nahm die Schweizer Stimmbevölkerung jene Volksinitiative an, die aus sexuellem Missbrauch an Menschen unter 12 Jahren ein unverjährbares Delikt machte. Damals standen Kinder vor der Pubertät im Zentrum. Doch auch Kinder zwischen 13 und 16 Jahren brauchen besonderen Schutz, den wir nicht mit juristischen Spitzfindigkeiten desavouieren sollten.

Die Verjährung führt dazu, dass eine Straftat, die verübt wurde, nicht gesühnt wird, da eine bestimmte Zeit vergangen ist, in der der Täter nicht der Verurteilung zugeführt werden konnte. Der Zeitablauf macht eine Tat aber nicht ungeschehen. Häufig findet sich der Täter im familiären Umfeld, und das Opfer ist abhängig vom Täter, oder der Täter ist gegenüber dem Opfer eine Autoritätsperson, weshalb es lange Zeit nicht zur Anzeige kommt. Der Täter kann sich so über Jahre verdeckt halten und gleichzeitig die Verjährungskarte spielen. Aus diesem Grund beharrt die SVP-Fraktion auf ihrer Position, wonach die Altersgrenze von 12 auf 16 Jahre angehoben werden soll.

Die zweite Differenz regelt den neuen Sexualstraftatbestand des Revenge Porn. Die entsprechenden Handlungen

AB 2023 N 997 / BO 2023 N 997

erfolgen zum Zweck, die Expartnerin oder den Expartner zu demütigen durch intime Inhalte, die ins Internet gestellt oder Dritten zugänglich gemacht werden. Das bedeutet für die Opfer den totalen Kontrollverlust und Rufschädigung. Zu wissen, dass private Inhalte öffentlich sichtbar sind, übt enormen psychischen Druck auf die Beteiligten aus. Bislang gibt es für Rachepornografie keine strafrechtlichen Konsequenzen, allenfalls greift bloss der Tatbestand des Missbrauches von Telekommunikationsanlagen. Auch die SVP will, dass sich das ändert. Es geht hier um intimste, höchst persönliche Lebensbereiche. Vor allem junge Menschen sind davon betroffen. Diese zu schützen ist Aufgabe der Gesellschaft und damit auch des Strafrechtes. Hier folgt die SVP-Fraktion allerdings der Minderheit Mahaim, die diesen neuen Straftatbestand auf sexuelle Motive beschränkt.

Baume-Schneider Elisabeth, conseillère fédérale: Ce bloc 2 porte sur deux thèmes principaux. Le code pénal repose sur le principe que les infractions se prescrivent après un certain temps, tout en prévoyant des exceptions au principe. Je pense par exemple aux génocides, aux crimes contre l'humanité ou encore aux crimes de guerre. En 2013, une exception supplémentaire a été ajoutée pour certaines infractions contre l'intégrité sexuelle des enfants de moins de 12 ans. Cet ajout s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de l'initiative populaire fédérale "pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantile", qui avait été acceptée en votation populaire.

Die Minderheit Bellaiche will diese Altersgrenze von 12 auf 16 Jahre anheben und damit den aktuellen Anwendungsbereich ausdehnen. Dieses Anliegen ist nicht neu, sondern wurde bereits in der damaligen Debatte diskutiert und abgelehnt.

En 2013, afin de mettre en oeuvre l'initiative, il fallait définir concrètement la notion d'enfants impubères. Il s'agit des enfants avant la puberté, ce qui exclut donc les enfants dont la puberté a déjà commencé ou les enfants après la puberté. Et c'est en tenant compte non seulement de la littérature médicale, mais également des demandes des auteurs de l'initiative et des résultats de la procédure de consultation que le législateur a fixé l'âge limite à 12 ans. Des limites à 10, 14 et 16 ans avaient également été envisagées et discutées avant d'être rejetées. Appliquer l'imprescriptibilité pour les victimes jusqu'à l'âge de 16 ans irait donc plus loin que l'objectif visé par l'initiative populaire. Elle visait à protéger les victimes les plus jeunes qui peuvent ne pas être



conscientes du caractère illicite des actes commis et ne pas les dénoncer.

Certains estiment que la limite d'âge de l'imprescriptibilité et la majorité sexuelle au sens de l'article 187 du code pénal devraient correspondre. Ces deux âges sont cependant volontairement différents, et il n'y a aucune incohérence à ce sujet. En augmentant l'âge limite, on ne viserait plus seulement les actes de pédophilie, mais on inclurait par exemple également un couple de deux jeunes, l'un de 20 ans et l'autre de presque 16 ans, qui se livrerait à des actes d'ordre sexuel totalement consentis. Ces actes deviendraient imprescriptibles et seraient donc placés au même niveau que des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre.

Lors de la session d'été 2021, vous avez clairement rejeté une proposition de même teneur lors des délibérations sur le projet d'harmonisation des peines et, par 123 voix contre 59 et 4 abstentions, vous aviez pris une position claire. Mais à l'inverse, lors des délibérations sur la révision du droit pénal en matière sexuelle lors de la session d'hiver 2022, vous avez décidé, certes à une petite majorité, d'augmenter l'âge limite, cette fois-ci par 98 voix contre 84 et 7 abstentions. Il y a un mois, pendant la session spéciale, vous avez rejeté la motion Addor 21.3892, "Etendre le champ d'application de l'imprescriptibilité des infractions contre l'intégrité sexuelle pour mieux protéger les enfants", qui vise le même objectif que la proposition de la minorité Bellaïche.

A ce moment-là, vous l'aviez rejetée, par 117 voix contre 54 et 14 abstentions. Je me permets de rappeler que le Conseil des Etats a refusé, à l'unanimité, de relever la limite d'âge lors de la dernière session de printemps. Ich beantrage Ihnen deshalb im Namen des Bundesrates, heute Ihren Beschluss aus der Sondersession zu bekräftigen, den Antrag der Minderheit Bellaïche abzulehnen und der Mehrheit Ihrer Kommission sowie dem Ständerat zu folgen.

Concernant la question sensible de la transmission induite d'un contenu non public, il faut peut-être indiquer que votre conseil et le Conseil des Etats sont tous deux de l'avis – et c'est important – qu'il est nécessaire de créer une nouvelle disposition légale concernant la pornodivulgateion, appelée également "revenge porn", soit la transmission induite d'un contenu non public à caractère sexuel. Toutefois – et cela a été précisé tout à l'heure par rapport aux propositions de minorité et de majorité –, les deux chambres ne s'entendent pas quant à la portée matérielle, quant à la place dans la systématique et quant à la formulation de cette nouvelle disposition. Le Conseil fédéral s'est prononcé contre la création d'une nouvelle norme pénale, comme vous le savez. En effet, le comportement mis en cause est déjà, aux yeux du Conseil fédéral, couvert par des dispositions en vigueur du code pénal, à savoir la pornographie, les délits contre l'honneur et l'article 179quater, selon lequel il est punissable de rendre accessible à un tiers un fait enregistré sans le consentement de la personne intéressée, et qui relève du domaine privé ou secret.

D'après le Conseil fédéral, ce qui n'est pas couvert par ces dispositions ne devrait pas être pénalement répréhensible, et les enregistrements hautement personnels rendus accessibles à des tiers sans le consentement de la personne représentée constituent une violation des droits de la personnalité. Selon la législation en vigueur, ce sont donc les dispositions du code civil sur la protection de la personnalité qui s'appliquent dans ce cas, avec des moyens procéduraux correspondants.

Toujours aux yeux du Conseil fédéral, créer une nouvelle norme pénale augmenterait considérablement le spectre des actes punissables. Cela aurait des conséquences en matière de ressources pour les autorités de poursuite pénale. Mais, surtout, s'ajoute le fait que certaines expressions, telles que "à caractère sexuel", sont encore peu claires, et qu'il est très difficile de faire appliquer des dispositions appropriées pour des infractions, notamment commises sur Internet.

La question de la violation de la personnalité en ligne est un thème d'actualité – cela a été dit. Il est important d'agir: des efforts sont déjà entrepris et doivent continuer à être mis en oeuvre pour améliorer la législation dans ce domaine. Mais il est délicat de légiférer en la matière, dans un domaine précis, sans impliquer les milieux intéressés, c'est-à-dire sans mener de consultation.

J'en viens plus précisément aux propositions des deux chambres. La norme pénale adoptée par le Conseil national, soit l'article 179undecies du projet de loi, va plus loin que celle proposée par le Conseil des Etats, soit l'article 197a du projet. Elle ne concerne pas uniquement les contenus à caractère sexuel, mais également les contenus indécentes, les contenus embarrassants ou compromettants de toute autre manière. C'est pourquoi elle se classe parmi les infractions contre le domaine secret ou contre le domaine privé.

La condition est que le contenu soit propre à nuire gravement à la réputation de la personne représentée; le terme de "réputation" est volontairement différent des termes utilisés pour les infractions contre l'honneur. Ainsi à l'article 179undecies, il n'est pas nécessaire que les faits allégués soient faux ou qu'un jugement de valeur soit propagé. Ce qui doit être passible d'une peine pénale, c'est le fait qu'un document écrit, un enregistrement, sonore ou visuel, ou une image d'une personne soit rendu accessible à un tiers sans son consentement.

M. le conseiller national Mahaim a donné quelques exemples. Je peux encore mentionner un exemple. On peut imaginer l'image d'une personne fortement alcoolisée, titubant dans la rue, qui harcèle des passants ou des



passantes; ces derniers se trouvent donc dans un lieu public, mais la mise à disposition de cet enregistrement serait désormais possiblement punissable, contrairement à ce que prévoient les dispositions en vigueur qui visent à protéger le domaine secret ou le domaine privé.

AB 2023 N 998 / BO 2023 N 998

La nouvelle disposition étendrait donc à la fois le champ d'application de la protection de l'honneur et des dispositions dans le domaine privé ou secret. Pour ce nouvel article, il faudrait définir quel est le bien juridique protégé, ce qui pourrait s'avérer complexe.

Une minorité vous propose d'accepter la version du Conseil des Etats, soit l'article 197a du projet. Cet article fait quant à lui partie des infractions contre l'intégrité sexuelle et se limite donc aux contenus à caractère sexuel. Le Conseil des Etats vise explicitement à punir la pornodivulgateion, autrement dit le "revenge porn".

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass sich auch bei dieser Variante Unklarheiten und praktische Schwierigkeiten ergeben. Immerhin wird mit dieser Bestimmung die Strafbarkeit weniger stark ausgedehnt als mit der Variante des Nationalrates. Allerdings wird auch hier ein dem Strafrecht bisher unbekannter Begriff eingeführt, nämlich "sexueller Inhalt", was weiter geht als "pornografischer Inhalt". Mit dieser Bestimmung sind die Folgen aber überblickbarer als bei der anderen Variante.

Je précise donc qu'il est, aux yeux du Conseil fédéral, délicat de créer une nouvelle norme pénale sans mener de consultation.

Cependant, afin de réconcilier les deux points de vue, et de considérer l'importance du débat et de la thématique par rapport au "revenge porn", je vous prie, au nom du Conseil fédéral, d'accepter la proposition de la minorité Mahaim.

Je précise encore, pour le Bulletin officiel, que votre commission a également profité de l'occasion pour lever une incohérence qui s'est révélée lors de la révision du code de procédure pénale. La commission vous propose, à l'unanimité, de modifier l'article 80 alinéa 2 de la loi sur le Tribunal fédéral afin de clarifier que le recours auprès du Tribunal fédéral est recevable contre les décisions du tribunal des mesures de contrainte en matière de levée des scellés. Cette version serait conforme au droit en vigueur et permettrait donc de garantir une application uniforme du droit.

Je vous remercie de votre attention et vous propose d'accepter ces adaptations rédactionnelles.

Je profite de remercier les rapporteuses, qui vont s'exprimer tout à l'heure, pour leur excellent travail.

Addor Jean-Luc (V, VS): Madame la conseillère fédérale, ma question porte sur l'imprescriptibilité de certains actes pédophiles. Comme d'autres, vous avez fait une comparaison avec les crimes de guerre, etc., ce qui relève un petit peu de l'enfumage, si vous m'autorisez cette critique. La réalité, c'est que, comme vous le savez, dans le code pénal en vigueur, il y a déjà, pour certains actes, une imprescriptibilité. Ce dont il s'agit, c'est de mieux protéger les enfants de 12 à 16 ans. Est-ce que le Conseil fédéral est de l'avis que les enfants de cette tranche d'âge ne méritent pas la protection de ceux qui sont plus jeunes?

Baume-Schneider Elisabeth, conseillère fédérale: Merci beaucoup, Monsieur le conseiller national Addor. Pas du tout, il ne s'agit pas d'une question de protection des enfants de douze à seize ans ou de dix à douze ans ou jusqu'à dix-huit ans. Il s'agit d'être très clair par rapport à la mise en oeuvre de l'initiative, qui visait donc les actes pornographiques sur des personnes, des enfants ou des jeunes impubères. Par rapport à cela, la situation est claire. Par rapport à la protection des victimes, indépendamment de l'imprescriptibilité, elle est garantie avec le projet de loi qui vous est proposé.

von Falkenstein Patricia (RL, BS), für die Kommission: Zur Minderheit Bellaiche, zur Unverjährbarkeit von sexuellen Handlungen mit Kindern: Die Minderheit Bellaiche will an unserem Beschluss im zweiten Satzteil, "wenn sie an Kindern unter 16 Jahren begangen wurden", festhalten. Es gehe um sehr schwere Fälle, die auch nach vielen Jahren zu Traumatisierungen führen könnten.

Die Verwaltung wies auf die anderen Fälle von Unverjährbarkeit hin, die durch die Annahme der Volksinitiative "für die Unverjährbarkeit pornografischer Straftaten an Kindern" auf ausgewählte Straftaten gegen die sexuelle Integrität von Kindern unter 12 Jahren erweitert worden waren. Eine Anhebung der Altersgrenze auf 16 Jahre würde den aktuellen Anwendungsbereich ausdehnen, die Unverjährbarkeit bei Opfern bis 16 Jahre würde über das Ziel der Volksinitiative hinausgehen. Denn diese wollte besonders junge Opfer schützen, welche die Unrechtmässigkeit der an ihnen vorgenommenen Handlungen nicht beurteilen und auch nicht anzeigen können.

Mit der Erhöhung der Altersgrenze auf 16 Jahre würden nicht mehr nur pädophile Straftaten im Zentrum stehen. Es würde zum Beispiel auch ein Paar erfasst, bei dem die ältere Person 20-jährig und die jüngere knapp



unter 16-jährig ist, das einvernehmlich eine sexuelle Handlung vornimmt. Solche Handlungen wären dann neu unverjährbar, also auf der gleichen Stufe wie Völkermord oder Kriegsverbrechen. In der Kommission wurde erwähnt, dass es der Schutz von Kindern und Jugendlichen rechtfertige, die Grenze bei 16 Jahren anzusetzen. Der Antrag Bellaiche wurde dann aber mit 15 zu 19 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Ich bitte Sie, dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Zur Minderheit Mahaim: Hier geht es um Cybermobbing, der sogenannte Revenge Porn. Die Minderheit Mahaim will Artikel 179undecies streichen, wie dies auch der Ständerat getan hat. Bei Artikel 197a will sie darum dem Ständerat folgen. Die Formulierung des Ständerates scheine präziser und besser geeignet, um Revenge Porn zu sanktionieren.

Die Verwaltung aber erläuterte die Gründe, weshalb nach ursprünglicher Ansicht des Bundesrates – anders als dies der Ständerat und auch der Nationalrat sehen – keine neue Strafnorm zu Revenge Porn bzw. zum unbefugten Weiterleiten nicht öffentlicher Inhalte nötig sei. Es gebe bereits geltende Tatbestände, welche das abdecken würden. Zudem gebe es auch zivilrechtliche Instrumente des Persönlichkeitsschutzes. Der Beschluss des Nationalrates weite den Anwendungsbereich bei Revenge Porn aus. Entsprechend sei diese Formulierung unter den strafbaren Handlungen gegen den Geheim- oder Privatbereich einzureihen. Aus Sicht des Bundesrates sei der Minderheitsantrag Mahaim daher zu bevorzugen. Die Position des Ständerates sei sehr kategorisch.

Der Ständerat hat einstimmig an seinem Beschluss festgehalten, der auf die sexuellen Inhalte fokussiert.

Die Kommissionsmehrheit lehnte den Antrag Mahaim mit 13 zu 9 Stimmen ab, streicht aber in Artikel 179undecies das Wort "bereits", sodass es nun folgendermassen heisst: "Wer eine der Öffentlichkeit nicht zugängliche Schrift, Ton- und Bildaufnahme [...]" Die Beibehaltung von Artikel 179undecies führt dazu, dass Artikel 197a zu streichen ist.

Zu Artikel 197b, Cybergrooming: Die Kommission für Rechtsfragen möchte mit 23 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung Artikel 197b auch dieses Mal aufnehmen. Die Internetkriminalität hat in den letzten zehn bis fünfzehn Jahren massiv zugenommen. Um die Schwächsten unserer Gesellschaft besser vor Cyberkriminalität zu schützen, soll auf Antrag mit Geldstrafe bestraft werden, wer ein Treffen vorschlägt und Vorbereitungen für ein solches Treffen trifft.

Mit der Entscheidung der Kommission für Rechtsfragen zu Artikel 189 Absatz 1 hat diese auch implizit die Petition von Amnesty International und Operation Libero 22.2033, "Nur Ja heisst Ja", behandelt.

Schliesslich hat die Kommission diese Vorlage benutzt, um eine Ungereimtheit zu beheben, die sich beim Geschäft 19.048, "Strafprozessordnung. Änderung", ergeben hat. Die Kommission beantragt einstimmig eine Änderung von Artikel 80 Absatz 2 des Bundesgerichtsgesetzes, um klarzustellen, dass eine Beschwerde gegen Entscheide eines Zwangsmassnahmengerichtes über die Entsiegelung an das Bundesgericht möglich ist. Das entspricht dem geltenden Recht und stellt auch bei Entscheiden über die Entsiegelung eine einheitliche Rechtsanwendung sicher.

Im gleichen Zusammenhang und ebenfalls einstimmig beantragt die Kommission eine eher redaktionelle Anpassung von Artikel 393 Absatz 1 Buchstabe c der Strafprozessordnung.

Sodann ist auf Wunsch der Redaktionskommission noch speziell darauf hinzuweisen, dass eine Koordination zwischen der Revision der Strafprozessordnung und der Vorlage zur

AB 2023 N 999 / BO 2023 N 999

Revision des Sexualstrafrechts im Bereich des Militärstrafprozesses nötig ist. Die RK-S hat in ihrem Bericht bei der Erläuterung zu Artikel 70 Absatz 2 des Militärstrafprozesses bereits darauf hingewiesen und in Aussicht gestellt, dass hier eine Koordination nötig wird.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE), pour la commission: Dans le bloc 2, nous abordons le problème de l'imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel avec des enfants, à l'article 101 alinéa 1 et suivants. Nous sommes saisis d'une minorité Bellaiche.

Pour rappel, en 2013, nous avons ajouté une exception à l'imprescriptibilité concernant certaines infractions contre l'intégrité sexuelle d'enfants de moins de 12 ans. Cet ajout a été effectué dans le cadre de la mise en oeuvre de l'initiative "pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine", acceptée par le peuple.

Notre conseil a voulu faire passer cette limite d'âge de 12 à 16 ans et étendre ainsi le champ d'application actuel. Cette demande n'est pas nouvelle: elle avait été discutée puis rejetée lors de la mise en oeuvre de l'initiative populaire. En tenant compte de la littérature médicale spécialisée, des demandes des initiants et des résultats de la consultation, le législateur a finalement fixé la limite d'âge à 12 ans. L'imprescriptibilité pour les victimes de moins de 16 ans irait au-delà de l'objectif de l'initiative populaire.



Mais il y a d'autres raisons qui justifient le maintien de l'âge à 12 ans. En augmentant la limite d'âge à 16 ans, les infractions pédophiles ne seraient plus les seules visées. Il pourrait s'agir par exemple d'une personne de 20 ans ayant une relation avec une personne de tout juste moins de 16 ans et, selon la précédente décision du Conseil national, de tels actes seraient désormais imprescriptibles et placés au même niveau que des crimes de guerre.

Pour les partisans de la minorité Bellaïche, il n'y a pas que des cas dits bagatelles, par exemple un flirt avancé entre deux personnes, dont l'une est mineure, mais aussi des cas beaucoup plus graves. La question qui se pose est de savoir si une personne entre 12 et 16 ans est encore un enfant. Certains estiment que rien ne justifie un affaiblissement de la protection des victimes. Est-ce que cette différence de quatre ans rendra la conduite de procès plus difficile? Si cette réforme permet de mieux protéger ne serait-ce que quelques victimes, elle aurait atteint son but.

Les commissaires qui souhaitent se rallier à la position du Conseil des Etats rappellent que la commission avait voté avec une seule voix de différence pour la version à 16 ans. On est certes choqué par des actes d'ordre sexuel contre des jeunes qui ont moins de 16 ans, mais l'administration avait indiqué que le nombre de cas touchés par l'imprescriptibilité était déjà minime. Un autre aspect qui leur semblait déterminant réside dans le fait qu'avec l'écoulement du temps il est très difficile de retrouver des preuves et des témoignages crédibles. Au final, on risque de susciter de faux espoirs auprès des victimes. A noter que le Conseil des Etats s'est prononcé à l'unanimité contre le relèvement de la limite d'âge à 16 ans et contre une extension de l'imprescriptibilité.

Mise au vote, la proposition défendue par une minorité Bellaïche a été rejetée par 15 voix contre 9 et 1 abstention. Je vous recommande donc de suivre la majorité et de nous rallier à la position du Conseil des Etats.

Aux articles 179undecies et 197a, il s'agit du cyberharcèlement ou pornodivulgateur. Il y a là une minorité Mahaim qui propose de se rallier au Conseil des Etats afin que l'on ne retienne que l'aspect du caractère sexuel dans la diffusion non consentie de contenus. Il y a un consensus sur le fait de sanctionner la pornodivulgateur mais pas sur le fait d'introduire d'autres aspects, comme l'atteinte à l'honneur. L'auteur de la proposition voit un problème dans le fait de sanctionner dans le cadre de cette révision un comportement qui ne concerne pas directement l'atteinte à l'intégrité sexuelle d'une personne.

La commission a discuté de la proposition Hurni qui tente de faire un compromis entre les positions de nos deux conseils sur quatre divergences.

La position de l'infraction dans le code pénal: notre conseil considère que le fait de diffuser un contenu à caractère sexuel porte atteinte à l'honneur de la personne, mais pas à son intégrité sexuelle.

Concernant le champ de l'infraction, notre conseil considère qu'il s'agit de tout type de diffusion avec un contenu propre à nuire gravement à l'honneur ou à la réputation d'une personne, ce qui comprend les contenus à caractère sexuel. Notre conseil a aussi retenu la notion de contenu "non encore public". Cela signifie que seule la première personne qui le diffuse est punissable, alors que le Conseil des Etats a opté pour la notion de contenu "non public". Enfin, la peine est plus élevée selon la version du Conseil des Etats.

Notre commission a proposé de maintenir notre position sur le type d'infraction, qui retiendra l'atteinte à l'honneur, y compris pour des images à caractère sexuel, et le champ de l'infraction, s'agissant de tout type de diffusion. Mais elle a proposé que notre conseil se rallie à la décision du Conseil des Etats sur le fait de sanctionner la diffusion et la rediffusion de ce type de contenu. Concernant la peine encourue, nous proposons encore un compromis, à savoir d'ajouter à la version du Conseil des Etats une circonstance aggravante si le contenu rendu public est à caractère sexuel, avec une peine de trois ans au plus ou une peine pécuniaire.

La proposition défendue par la minorité Mahaim a été rejetée, par 13 voix contre 9 et aucune abstention, au profit de la proposition de compromis qui figure dans le dépliant à l'article 179undecies. Je vous recommande donc de suivre la majorité de notre commission.

Enfin, il y a quelques remarques finales d'ordre formel à émettre. A sa séance du 27 avril 2023, notre commission a encore examiné, sur proposition de l'administration, un problème qui avait été négligé lors des débats sur l'objet 19.048, "Code de procédure pénale. Modification". La commission de l'autre conseil a accédé à la demande de notre commission de réexaminer la question, conformément à l'article 89 alinéa 3 de la loi sur le Parlement. En conséquence, notre commission a proposé, à l'unanimité, de modifier l'article 80 alinéa 2 de la loi sur le Tribunal fédéral afin de préciser que les décisions d'un tribunal des mesures de contrainte relatives à la levée des scellés peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral. Cela correspond au droit en vigueur et garantit également une application uniforme du droit pour les décisions de levée des scellés.

Dans le même contexte, et également à l'unanimité, la commission propose une adaptation plutôt rédactionnelle de l'article 393 alinéa 1 lettre c du code de procédure pénale. Il s'agit d'indiquer clairement que toutes les



décisions du tribunal des mesures de contrainte peuvent faire l'objet d'un recours, à moins que la loi ne qualifie la décision de définitive.

Je vous remercie d'accepter les propositions de la majorité de la commission ainsi que cette modification formelle.

Addor Jean-Luc (V, VS): Oui, j'ai juste une question – si vous le permettez – sur la prescription des actes pédophiles. Si je comprends bien, la position de la majorité de la commission est de garantir l'impunité de quelques pédophiles, plutôt que de protéger quelques victimes qui pourraient encore l'être?

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE), pour la commission: Ce n'est absolument pas la position de la majorité de la commission. Nous avons aussi dit que nous étions tout à fait choqués par des actes sexuels subis par des enfants de moins de seize ans. Le problème est que, nous l'avons dit, avec l'écoulement du temps, il est très difficile de réunir des preuves crédibles et d'avoir une qualité du procès, ce qui permet justement de faire quelque chose d'utile. Les victimes risquent donc d'être deux fois victimes: une fois, parce qu'elles l'ont été réellement; une seconde fois, parce que le procès n'aurait pas pu aboutir faute de preuves.

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Herr Thomas Aeschi wünscht das Wort.

Aeschi Thomas (V, ZG): Wir haben vorhin über die Definition der Vergewaltigung abgestimmt. Wir wollten dem

AB 2023 N 1000 / BO 2023 N 1000

Ständerat folgen, haben aber den falschen Knopf gedrückt. Es gibt keinen Geheimpakt zwischen der grünliberalen und der SVP-Fraktion. Es war bei dieser Abstimmungsfrage schlicht ein Drücken des falschen Knopfs. Sie haben gesehen: In der Konsequenz hat dann auch die SP-Fraktion anders gestimmt, als sie eigentlich wollte. Ich glaube, wir schulden es der Öffentlichkeit, dass wir dieses Abstimmungsergebnis berichtigen. Ich danke Ihnen, wenn wir nochmals auf diese Abstimmung zurückkommen können.

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Herr Thomas Aeschi beantragt, die Abstimmung über Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis zu wiederholen. Wir stimmen über den Ordnungsantrag ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26884)

Für den Ordnungsantrag Aeschi Thomas ... 183 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(1 Enthaltung)

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Wir wiederholen also die Abstimmung über Ziffer 1 Artikel 189 Absätze 1 und 1bis. Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a; Ziffer 1 Artikel 66a Absatz 1 Buchstabe h; Ziffer 1 Artikel 67 Absatz 3 Buchstabe c, Absatz 4 Buchstabe a Einleitung und Absatz 4bis Buchstabe a; Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe e; Ziffer 1 Artikel 190 Absatz 1; Ziffer 1 Artikel 191; Ziffer 1 Artikel 193a; Ziffer 2 Artikel 36 Absatz 2; Ziffer 3 Artikel 49a Absatz 1 Buchstabe f; Ziffer 3 Artikel 50 Absatz 3 Buchstabe a, Absatz 4 und Absatz 4bis Buchstabe a; Ziffer 3 Artikel 59 Absatz 1 Buchstabe e; Ziffer 3 Artikel 153 Absatz 1; Ziffer 3 Artikel 154 Absatz 1; Ziffer 3 Artikel 155; Ziffer 3 Artikel 158; Ziffer 4 Artikel 269 Absatz 2 Buchstabe a; Ziffer 4 Artikel 286 Absatz 2 Buchstabe a sowie Ziffer 5 Artikel 70 Absatz 2.

Ziff. 1 Art. 189 Abs. 1, 1bis – Ch. 1 art. 189 al. 1, 1bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26899)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 74 Stimmen

(11 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 101 Abs. 1 Bst. e zweiter Teil, 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Addor, Flach, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Festhalten

Ch. 1 art. 101 al. 1 let. e deuxième partie, 3

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Addor, Flach, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 97 Absatz 2, Ziffer 3 Artikel 55 Absatz 2, Ziffer 3 Artikel 59 Absatz 1 Buchstabe e und Absatz 3.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26896)

Für den Antrag der Mehrheit ... 97 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 91 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 97 Abs. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Addor, Flach, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Festhalten

Ch. 1 art. 97 al. 2

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Addor, Flach, Geissbühler, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Steinemann, Tuena)
Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe e zweiter Teil und Absatz 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 1 Art. 179undecies

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Wer eine der Öffentlichkeit nicht zugängliche Schrift, Ton- oder Bildaufnahme oder Abbildung einer Person, die geeignet ist ...

Abs. 2

... wird, auf Antrag, mit Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr oder Geldstrafe bestraft. Der Täter wird mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder Geldstrafe bestraft, wenn der öffentlich zugänglich gemachte Inhalt sexualbezogen ist.

Antrag der Minderheit

(Mahaim, Arslan, Berthoud, Bregy, Brenzikofer, Kamerzin, Lüscher, Maitre, Markwalder, von Falkenstein, Wal-



der)
Streichen

Ch. 1 art. 179undecies

Proposition de la majorité

Al. 1

Quiconque met à disposition un écrit, un enregistrement sonore ou visuel ou une image non publics d'une personne propre à nuire ...

Al. 2

... est, sur plainte, puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire. L'auteur est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire si le contenu rendu public est à caractère sexuel.

Proposition de la minorité

(Mahaim, Arslan, Berthoud, Bregy, Brenzikofer, Kamerzin, Lüscher, Maitre, Markwalder, von Falkenstein, Walder)
Biffer

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Ziffer 1 Artikel 197a.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.043/26897)

Für den Antrag der Minderheit ... 148 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 42 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Ziff. 1 Art. 197a

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Mahaim, Arslan, Berthoud, Bregy, Brenzikofer, Kamerzin, Lüscher, Maitre, Markwalder, von Falkenstein, Walder)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. 1 art. 197a

Proposition de la majorité

Maintenir

AB 2023 N 1001 / BO 2023 N 1001

Proposition de la minorité

(Mahaim, Arslan, Berthoud, Bregy, Brenzikofer, Kamerzin, Lüscher, Maitre, Markwalder, von Falkenstein, Walder)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Mahaim wurde soeben bei Ziffer 1 Artikel 179undecies abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Ziff. 1 Art. 197b

Antrag der Kommission

Festhalten





Ch. 1 art. 197b

Proposition de la commission

Maintenir

Angenommen – Adopté

Ziff. 3 Art. 55 Abs. 2; 59 Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Bellaiche, Flach)

Festhalten

Ch. 3 art. 55 al. 2; 59 al. 3

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Bellaiche, Flach)

Maintenir

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Bellaiche wurde bei Ziffer 1 Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe e zweiter Teil und Absatz 3 abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Ziff. 4 Art. 393 Abs. 1 Bst. c

Antrag der Kommission

(Unter Vorbehalt der Zustimmung der RK-S zum Rückkommen)

c. die Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts, sofern dieses Gesetz sie nicht als endgültig bezeichnet.

Ch. 4 art. 393 al. 1 let. c

Proposition de la commission

(Sous réserve de l'approbation du réexamen par la CAJ-E)

c. contre les décisions du tribunal des mesures de contrainte, pour autant que le présent code ne les qualifie pas de définitives.

Angenommen – Adopté

Ziff. 6 Art. 80 Abs. 2

Antrag der Kommission

(Unter Vorbehalt der Zustimmung der RK-S zum Rückkommen)

Die Kantone setzen als letzte kantonale Instanzen obere Gerichte ein. Diese entscheiden als Rechtsmittelinstanzen. Ausgenommen sind die Fälle, in denen nach der Strafprozessordnung (StPO) ein oberes Gericht oder ein Zwangsmassnahmengericht als einzige kantonale Instanz entscheidet.

Ch. 6 art. 80 al. 2

Proposition de la commission

(Sous réserve de l'approbation du réexamen par la CAJ-E)

Les cantons instituent des tribunaux supérieurs comme autorités cantonales de dernière instance. Ces tribunaux statuent sur recours. Sont exceptés les cas dans lesquels le code de procédure pénale (CPP) prévoit un tribunal supérieur ou un tribunal des mesures de contrainte comme instance cantonale unique.

Angenommen – Adopté



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2023 • Dritte Sitzung • 01.06.23 • 08h00 • 18.043
Conseil national • Session d'été 2023 • Troisième séance • 01.06.23 • 08h00 • 18.043



Präsident (Candinas Martin, Präsident): Das Geschäft geht an den Ständerat zurück.

